



## ***LE TERRORISME EN IRAK***

***Son influence sur l'activité des représentations diplomatiques occidentales à Bagdad  
(2003-2006)***

**Mémoire de géopolitique  
du chef d'escadron Stéphane BRAS  
dans le cadre du séminaire « Influence du terrorisme sur la géopolitique »**

**Directeur : Monsieur François GÉRÉ**

**Mars 2007**

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le terrorisme en Irak et son influence sur l'activité des représentations diplomatiques occidentales à Bagdad (2003-2006).
2. mémoire de géopolitiqueV2.doc
3. Chef d'escadron, gendarmerie nationale, BRAS Stéphane, France
4. 12 mars 2007
5. Division C – groupe C5
6. Mémoire de géopolitique
7. Depuis la fin officielle des combats de l'opération anglo-américaine « Iraqi Freedom » déclenchée le 20 mars 2003, le terrorisme ne cesse de se développer en Irak et pèse sur l'activité des représentations diplomatiques occidentales présentes à Bagdad, qui constituent des cibles privilégiées. Le terrorisme, présent sous différentes formes dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle en Irak, n'a jamais autant marqué l'histoire du pays que depuis la chute du régime de Saddam Hussein. En effet, l'intervention des Etats-Unis a entraîné une explosion du phénomène, devenu multiforme et un support privilégié des affrontements communautaires. Dans ce contexte sécuritaire dégradé, le fonctionnement normal des représentations diplomatiques constitue un enjeu prioritaire pour l'Irak (retour à la normalité), pour les Etats-Unis (maîtrise de la situation) et pour la France (reconnaissance de sa position diplomatique, non alignée sur celle de Washington).
8. Terrorisme – Irak – Bagdad – ambassades – islamisme – France – Etats-Unis.

# **Le terrorisme en Irak et son influence sur l'activité des représentations diplomatiques occidentales à Bagdad (2003-2006)**

## **SOMMAIRE**

### **PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE DU TERRORISME EN IRAK**

Existe-t'il une tradition terroriste en Irak ?

La guerre de 2003 et le prétexte terroriste

Le retour des représentations diplomatiques et la position française

L'évolution du terrorisme à Bagdad depuis 2003

### **DEUXIÈME PARTIE : LA DESCRIPTION DE LA MENACE**

Les acteurs du terrorisme à Bagdad

Une typologie des modes opératoires

Géographie de la violence

### **TROISIÈME PARTIE : L'INFLUENCE ET LA RIPOSTE**

L'influence sur l'activité diplomatique

Le choix des nations et l'exception française ?

Bagdad : un laboratoire de la lutte antiterroriste ?

Perspectives et enjeux

## INTRODUCTION

« Le sang se lave avec les larmes, et non avec le sang. »<sup>1</sup> L'Irak post-Saddam Hussein en est le contre-exemple.

11 septembre 2001<sup>2</sup>, 20 mars 2003<sup>3</sup>, 30 décembre 2006<sup>4</sup> : trois dates emblématiques dans l'histoire et l'évolution récente du terrorisme en Irak. Après le traumatisme de la destruction des « Twin Towers », l'Amérique, frappée sur son sol par al-Qaïda, se lance dans une guerre contre les fondamentalistes islamistes avec la ferme volonté de châtier les coupables chez eux. Mais après plus de trois années de présence des troupes américaines en Irak, l'exécution de Saddam Hussein en fin d'année 2006 ne marque pas l'arrêt des hostilités ni l'imposition de la paix. Au contraire, la disparition du raïs révèle l'échec des Etats-Unis pour endiguer le phénomène terroriste. Elle pointe également l'impuissance des occidentaux face à une menace complexe et multiforme, subie quotidiennement dans les rues de Bagdad. Avec plus de 70 000 victimes civiles depuis mai 2003, l'Irak s'enfonce dans une spirale de la violence toujours plus meurtrière. En 2005, on estime que le nombre d'attaques terroristes en Irak représente à lui seul 30 % du total des attaques terroristes dans le monde.

La présente étude a pour objet de proposer une photographie du terrorisme en Irak au cours de la période 2003-2006 en s'attachant plus particulièrement à dépeindre le sort des représentations diplomatiques occidentales. Ce travail prend en compte certaines limites choisies par l'auteur. D'abord, le périmètre géographique se concentrera essentiellement sur la capitale irakienne qui propose une situation caractéristique, sachant que les occidentaux ne se hasardent plus qu'exceptionnellement en dehors de Bagdad. Ensuite, le débat sur l'interprétation du mot « terroriste » sera tranché en faveur du point de vue du camp occidental, c'est-à-dire tout individu s'adonnant à des pratiques terroristes, quelles que soient ses motivations. En ce sens, sont donc assimilés à des terroristes ceux que certains observateurs ou auteurs appellent des « résistants », à l'instar de la vision proposée par Mohammed Hassan et David Pestieau dans leur ouvrage « l'Irak face à l'occupation »<sup>5</sup>. Enfin, ce travail se fonde sur

---

<sup>1</sup> Victor HUGO, « Lettre aux habitants de Guernesey », 10 janvier 1854.

<sup>2</sup> Attentats suicides à New York et Washington (2978 victimes).

<sup>3</sup> Début de l'intervention militaire américano-britannique contre l'Irak.

<sup>4</sup> Exécution par pendaison de Saddam Hussein.

<sup>5</sup> HASSAN Mohammed et PESTIEAU David, *L'Irak face à l'occupation*, Berchem ; Editions EPO, 2004.

l'exploitation et la mise en exergue du retour d'expérience des militaires de la gendarmerie nationale, en charge de la protection rapprochée de l'ambassadeur de France en poste à Bagdad, auxquels l'auteur souhaite rendre hommage au travers de ces quelques pages.

Depuis la fin officielle des combats de l'opération anglo-américaine « Iraqi Freedom », le terrorisme ne cesse de se développer en Irak et pèse sur l'activité des représentations diplomatiques occidentales présentes à Bagdad, qui constituent des cibles privilégiées. Le terrorisme, présent sous différentes formes dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle en Irak, n'a jamais autant marqué l'histoire du pays que depuis la chute du régime de Saddam Hussein. En effet, l'intervention des Etats-Unis a entraîné une explosion du phénomène, devenu le support privilégié d'affrontements communautaires. Dans ce contexte sécuritaire dégradé, le fonctionnement normal des représentations diplomatiques constitue un enjeu prioritaire pour l'Irak qui cherche un retour à la normalité, pour les Etats-Unis qui échouent dans leur maîtrise de la situation et pour la France qui revendique une position diplomatique non alignée sur celle de Washington.

Après avoir dressé un historique du phénomène terroriste en Irak depuis l'occupation du pays par la Grande-Bretagne au début du 20<sup>ème</sup> siècle jusqu'aux manifestations quotidiennes de la violence en 2006, il s'agira dans un second temps de décrire la menace à l'aune des acteurs, des modes opératoires et de sa répartition spatiale. Enfin, on s'attachera à étudier l'influence du terrorisme sur l'activité des représentations diplomatiques occidentales et de leurs services de sécurité, pour tenter de dégager les perspectives d'évolution.

## **PREMIÈRE PARTIE : HISTORIQUE DU TERRORISME EN IRAK**

La lutte contre le terrorisme entreprise avec l'intervention en Irak en mars 2003 a suscité plus de terrorisme qu'il n'y en avait à la veille de la guerre. L'intervention américaine a avivé l'hostilité idéologique qui multiplie la force, la taille et la vie des partis politiques islamistes et des groupes terroristes.

Le déclenchement de la seconde guerre d'Irak a permis au terrorisme islamiste de renouer avec le phénomène des luttes nationales et identitaires, autour de trois axes :

- une convergence idéologique entre « djihadisme » transnational et nationalisme arabe ;
- une convergence opérationnelle entre terroristes et services de sécurité baasistes ;
- une convergence géographique en établissant al-Qaïda au cœur du monde arabe.

Désormais, le discours terroriste désigne un ennemi lointain : les occidentaux, et un ennemi proche : les régimes locaux apostats.

### **1. EXISTE T'IL UNE TRADITION TERRORISTE EN IRAK? (1916-2003)**

L'Irak est un pays artificiel bâti sur les ruines de l'Empire ottoman en 1921 (cf. annexe 1) dont l'enjeu demeure, pour ses dirigeants, le contrôle des ressources tirées des immenses champs pétrolifères. Pays arabe chiite à 55 %, kurde à 25 % (presque tous sunnites), l'Irak est cependant dirigé par des Arabes sunnites très minoritaires (16 %) (cf. annexe 2). L'histoire récente de l'Irak est marquée par une tradition de résistance à l'occupant, y compris par le terrorisme. La liste des soulèvements ethniques et religieux est longue : le pays du Tigre et de l'Euphrate a été ravagé par de nombreuses tragédies, coups d'Etat, retournements, complots, rivalités entre civils et militaires.

#### **1.1 Une tradition de résistance à l'occupant**

Au début du XXème siècle, les trois provinces ou vilayets de l'Empire ottoman qui vont former en 1921 le « royaume d'Irak » (Bagdad au centre, Bassora au sud et Mossoul au nord) passent pour sous-développées mais intéressent la Grande-Bretagne dès 1914. Cette dernière envoie ses troupes occuper la Mésopotamie. L'Empire ottoman appelle alors les musulmans à résister et les autorités religieuses promulguent une fatwa

proclamant le djihad contre les Alliés. Les mujtahid<sup>6</sup> chiites appellent à leur tour à la résistance armée contre les infidèles au nom de la « défense de l'Etat islamique ». Les combats sont rudes et Londres reconnaît officiellement 98000 victimes. Le djihad se poursuit jusqu'en 1917 avec l'occupation de Bagdad par les troupes britanniques le 11 mars 1917. En 1918, Najaf s'insurge contre ces « troupes d'occupation » qui se conduisent aussi brutalement que les Ottomans. Les autorités britanniques répondent par l'exécution en public de dirigeants et notables de la ville. Et en effet, la population ne peut que constater la rigueur du régime d'occupation militaire.

Le 25 avril 1920, lors de la conférence interalliée de San Remo, la Grande-Bretagne est désignée par la SDN comme puissance mandataire en Irak (Palestine et Transjordanie). Cette annonce déclenche un mouvement armé connu sous l'appellation de « révolution de 1920 » et considéré comme un événement patriotique fédérateur. Les chefs chiites revendiquent un Etat irakien arabe et islamique. En quelques jours, les Britanniques perdent le contrôle des zones de Bagdad et Bassora. Il leur faudra plusieurs mois pour restaurer leur autorité sur ces territoires en se livrant à une répression particulièrement sévère, qui fera plus de 8000 morts du côté irakien. Ainsi, le lieutenant-général Sir Aylmer L. Haldane déclare : « Tout Irakien trouvé en possession d'armes devra être châtié sévèrement. Le village où il réside sera détruit. »<sup>7</sup> Mais Londres se désengage de l'Irak, joue la carte du nationalisme arabe sunnite et met en place un Etat aux frontières artificielles, construit contre sa société, où le pouvoir est aux mains d'élites arabes sunnites alors que les Arabes chiites sont plus nombreux. Parallèlement, les Kurdes sont rattachés, contre leur gré, à cet Etat-nation arabe. De fait, depuis 1921, les régimes successifs à Bagdad ont recouru à la force quand les exclus du système politique ont manifesté leur opposition. Sans doute peut-on déjà y voir les germes d'affrontements communautaires et l'émergence du terrorisme identitaire.

## **1.2 Le terrorisme de manipulation et le terrorisme d'Etat**

Dans les années 70 à 90, le terrorisme de manipulation est l'œuvre de pays du Moyen-Orient, dont l'Irak. Cette forme de terreur s'apparente au terrorisme d'Etat. Elle agit par ses propres agents sous couverture, ou par le relais d'organisation mercenaires ou de groupuscules sous contrôle. Ainsi, Bagdad utilise, dans le cadre de sa stratégie de

---

<sup>6</sup> Mujtahid : penseur

<sup>7</sup> Citation reprise dans une étude sur « les libérateurs et leurs discours », juillet 2003, [http://strike-free.net/dead\\_list/popup/liberators.htm](http://strike-free.net/dead_list/popup/liberators.htm) - HALDANE Aylmer, *The insurrection in Mesopotamia : 1920*, Edinburgh ; William Blackwood and sons, 1922.

puissance régionale, les services de groupes dissidents de l'OLP, qui a glissé d'un terrorisme publicitaire vers un terrorisme de coercition diplomatique téléguisé, à l'instar du groupe d'Abu Nidal. Ces terroristes sont appelés par les Irakiens les « invités » du régime. Pendant longtemps il s'agissait d'opposants à la politique des gouvernements arabes engagés dans un processus de paix avec Israël. La plupart appartiennent à la gauche marxisante et à des mouvements nationalistes arabes dissidents. A Bagdad, ils vivent dans des quartiers réservés et mènent une vie luxueuse, jugée indécente par de nombreux Irakiens. A l'occasion de la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) et du nouveau discours de Saddam Hussein mettant en avant son « islam » en opposition à celui de Khomeiny, le visage de ces « invités » du régime a évolué. Aux militants laïques de la cause palestinienne de 1970 ont succédé des islamistes pourchassés dans leurs pays. Saddam Hussein les accueille à condition qu'ils se taisent et en échanges de services : ils sont ainsi utilisés pour accomplir les basses œuvres du régime contre les Chiites et les Kurdes et là où l'on ne veut pas engager les forces irakiennes. Ainsi les services secrets irakiens aident les groupes terroristes islamistes qui visent les intérêts occidentaux. Ce soutien augmente pendant et après la guerre du Golfe (1990-1991). Par ailleurs, l'Irak de Saddam Hussein pratique le terrorisme d'Etat contre ses propres populations. D'abord contre les Kurdes avec par exemple la campagne « Anfal » (butin) en 1988, dont l'objectif est de créer une zone ethniquement nettoyée aux abords du Kurdistan. Les méthodes employées, à savoir des exécutions sommaires, l'utilisation d'armes chimiques, la destruction de villes et de villages, des arrestations arbitraires de villageois, des emprisonnements, des déplacements forcés, sont même qualifiés « d'actes génocidaires » par l'historien français Pierre Vidal-Naquet<sup>8</sup>. Un lieu symbolique de ce terrorisme est le village d'Halabja, au sud-est du Kurdistan irakien, où une attaque chimique le 16 mars 1988 a provoqué de 3200 à 7000 victimes. Le terrorisme d'Etat frappe également les Chiites, communauté majoritaire dans le pays, qui sont arrêtés par milliers. Leurs chefs spirituels sont emprisonnés, contraints à l'exil, voire assassinés, surtout après l'avènement d'une république dans l'Iran chiite voisin.

Dans les derniers mois avant le déclenchement de l'opération Iraqi Freedom, Bagdad a accueilli de nombreux volontaires arabes, candidats au djihad contre les Américains. Mais ces activistes « invités » ne bénéficient d'aucune sympathie auprès de la population en raison des largesses concédées par le régime de Saddam Hussein et

---

<sup>8</sup> VIDAL-NAQUET Pierre, préface, in HUMAN RIGHTS WATCH, *Génocide en Irak : la campagne d'Anfal contre les Kurdes*, Paris ; Editions Karthala, 2003.

surtout de leur implication dans des actions de répression. A la chute du régime, ces combattants arabes, estimés entre 300 ou 400, la plupart jordaniens, palestiniens, syriens, yéménites et maghrébins, sont pourchassés par la population chiite. Leur salut réside dans la fuite à l'étranger ou le passage dans la clandestinité et la « résistance » locale.

En résumé, aujourd'hui comme hier, l'occupation provoque la réaction d'une population irakienne attachée à son indépendance et à sa culture, qui refuse l'humiliation et n'hésite pas à recourir aux méthodes terroristes pour manifester son opposition. De son point de vue, la guerre se décline comme une histoire de colonisation et d'impérialisme contre nationalisme et résistance du peuple irakien. En outre, l'Irak est marqué par son passé récent de refuge pour activistes laïcs puis islamistes. En ce sens, la situation en Irak en 2006 est, selon la théorie du colonel Roger Trinquier, une guerre moderne, un conflit entre des terroristes et la « civilisation », les « terroristes » étant des gens qui luttent pour l'indépendance nationale dans les colonies<sup>9</sup>, même si les Etats-Unis ne mènent pas officiellement une expédition coloniale en Irak.

## **2. LA GUERRE DE 2003 ET LE PRÉTEXTE TERRORISTE**

### **2.1 A la recherche d'un argumentaire**

Le 11 septembre 2001 est une date charnière dans l'histoire du terrorisme. En effet, les attentats du 11/09 ont profondément blessé les Etats-Unis, attaqués au cœur de leur territoire, qu'ils pensaient inviolables, et à la racine de leur puissance économique. Il s'agit également d'un coup porté contre les attributs de la souveraineté américaine – le Pentagone – et contre l'hyperpuissance politique. La campagne afghane, menée immédiatement après le 11 septembre, et qui a permis de défaire le régime des Talibans, complice d'Al-Qaïda, n'a pas suffi comme exutoire d'une Amérique blessée. Les gouvernants ont alors recherché un autre point d'application, auquel sera portée une réponse rapide, violente et massive dans cette lutte sans merci livrée par le président Bush. En Irak, le « travail » avait été commencé en 1990-1991. Les Américains choisissent donc d'abattre Saddam Hussein et son régime, d'en « finir » avec cet ennemi. A partir de ce moment, l'administration « néocons » cherche à convaincre le monde du bien-fondé d'une intervention irakienne, au nom de la lutte contre le terrorisme.

---

<sup>9</sup> TRINQUIER Roger, *la guerre moderne*, Paris ; la Table ronde, 1961.

Par un tour de « passe-passe » politique, la Maison Blanche réussit à rallier l'opinion publique américaine : la guerre contre le terrorisme passe par le renversement du régime irakien. Le fléau terroriste sera résolu par la force militaire. Dans leur vision stratégique, les Etats-Unis ont lié le problème terroriste à celui de la prolifération des armes de destruction massive (ADM). L'Irak appartient à « l'Axe du mal » aux côtés de la Corée du Nord et de l'Iran. Saddam Hussein est désigné comme un « dangereux ennemi de l'Occident ».

Cependant, des médias et certains pays critiquent cet argument de guerre. Au fur et à mesure que la découverte d'ADM sur le sol irakien devient de moins en moins plausible, les Etats-Unis mettent en avant un autre objectif : il s'agit d'éradiquer le terrorisme d'origine islamiste. L'administration Bush avance alors des arguments de liens entre le régime de Saddam Hussein et Ben Laden. Cette affirmation apparaît étrange car on a d'un côté un régime laïc et de l'autre une nébuleuse non étatique wahhabite.

## **2.2 Fin de la guerre et irruption de la violence terroriste : un mauvais ciblage**

Déclenchée le 20 mars 2003, l'opération « Iraqi Freedom » enregistre des succès militaires rapides. Le 09 avril 2003, le monde assiste au déboulonnage symbolique d'une statue du président irakien sur l'une des places du centre de Bagdad. En trois semaines de bombardements intensifs, le régime honni a plié. Le 01<sup>er</sup> mai 2003, sur un porte-avions de l'US Navy, le président américain Georges Bush annonce « la fin des combats majeurs » et « la libération du pays ». Officiellement, la seconde guerre du Golfe est achevée.

Mais, malgré la joie des Irakiens d'assister à la fin de la dictature et de l'oppression, le sentiment de libération se double rapidement d'un sentiment d'humiliation ressenti par un pays occupé et qui n'aura pas opposé beaucoup de résistance face à des troupes étrangères. Cette impression, cet orgueil national très présent chez les musulmans et décrit par l'allemand Hans Magnus Enzensberger dans son essai intitulé « Le perdant radical »<sup>10</sup>, sont d'autant plus confortés que pendant trois semaines, les forces de la coalition – les Américains en premier – laissent se développer les pillages, les règlements de compte et l'anarchie à Bagdad. Seuls un intérêt marqué, et donc une protection, sont accordés par les forces américaines à des ministères et

---

<sup>10</sup> ENZENSBERGER Hans Magnus, *Le perdant radical* : Essai sur les hommes de la terreur, Paris ; Gallimard, 2006.

infrastructures stratégiques comme ceux concernant le pétrole. En revanche, le dédain est total pour les musées, les bibliothèques, les sites archéologiques. Dans ce contexte, les véritables intentions américaines soulèvent des interrogations légitimes.

Au final, l'intervention américaine a certainement placé abusivement le terrorisme au centre des justifications. Aucun lien ne permet aujourd'hui de prouver que l'Irak ait soutenu al-Qaïda, rien ne permet non plus d'associer l'Irak au 11 septembre ou aux attentats à l'anthrax. En revanche, la seconde guerre du Golfe apparaît davantage comme une erreur stratégique où le fait de se tromper de cible en attaquant l'Irak à partir d'une présupposition erronée renforce le phénomène terroriste. Au lieu d'éradiquer le problème comme annoncé officiellement, les Etats-Unis sont largement responsables de la violence dans laquelle s'enlise l'Irak. Pour l'universitaire palestinien Rashid Khalidi, professeur à l'université Columbia à New-York, il s'agit « d'une guerre illégitime, mal pensée et illégale, menée dans une ignorance totale et délibérée de l'histoire du Moyen-Orient et de ses solides enseignements »<sup>11</sup>. Certains auteurs poussent la réflexion plus loin en comparant la situation en Irak à celle rencontrée par les Américains au Vietnam dans les années soixante-dix. Le général Giap ne déclarait-il pas : « Les Etats-Unis ont entamé cette guerre sans rien comprendre de la complexité de l'histoire et de la culture du Vietnam, et de sa pugnacité face aux invasions étrangères. » ?

### **3. LE RETOUR DES REPRÉSENTATIONS DIPLOMATIQUES ET LA POSITION FRANÇAISE**

#### **3.1 La reprise du dialogue**

Dès la chute de Saddam Hussein, la France a réaffirmé sa présence en Irak. Elle a été l'un des tous premiers pays à réactiver à Bagdad sa mission diplomatique le 29 mars 2003 sous la forme d'une Section des Intérêts français en Irak (SIF) avec, à sa tête, un chargé d'affaires. Parallèlement, la France a plaidé pour un rétablissement rapide de la souveraineté de l'Irak. Cette étape est intervenue juridiquement le 28 juin 2004 et les relations diplomatiques ont été rétablies au niveau des ambassadeurs le 12 juillet 2004. La volonté française est de repositionner le pays dans une région où l'après Saddam Hussein reste incertain. Elle vise à développer un dialogue politique régulier et substantiel sur l'ensemble des questions d'intérêt mutuel, en travaillant avec les ministres mis en place par le Conseil du gouvernement, lui-même contrôlé par le chef

---

<sup>11</sup> KHALIDI Rashid, *L'empire aveuglé : les Etats-Unis et le Moyen-Orient*, Arles ; Actes Sud, 2004.

de l'Autorité provisoire de la coalition, Paul Bremer, nommé le 02 mai 2003 administrateur civil de l'Irak. Cependant, les rapports de la SIF et de son chef, monsieur Sirvan puis monsieur Bernard Bajolet, avec l'Autorité provisoire sont distants du fait des Américains. La politique américaine consiste, à cette période 2003-2004, à séduire la Russie, ignorer l'Allemagne et punir la France en l'isolant. Pour autant, des délégations irakiennes de haut niveau sont reçues à Paris dès décembre 2003: une délégation du Conseil de gouvernement transitoire conduite par le président en exercice Abdel Aziz Hakim, le président irakien Al Yaouar en janvier 2005, le ministre des affaires étrangères Zebari en novembre 2005. Un accord bilatéral de réduction de la dette irakienne – 4 milliards d'euros - est signé en novembre 2005. Relativement populaire dans de larges couches de la population irakienne en 2003, la France, par l'intermédiaire de la SIF, entretient de fréquents contacts avec le Conseil du gouvernement. Les pouvoirs de ce dernier sont toutefois limités en raison du poids de l'Autorité provisoire. Enfin, il faut souligner que certains Irakiens reprochent à la France de ne pas avoir combattu Saddam Hussein, en étant contre la guerre.

### **3.2 Une menace encore contenue**

Sur le plan sécuritaire, dès le mois de mai 2003, un détachement de militaires de l'escadron parachutiste et d'intervention de la gendarmerie nationale (EPIGN) s'est déplacé à Bagdad afin de procéder à l'évaluation du dispositif de sécurité à mettre en place au profit des agents diplomatiques de la SIF. Au début de l'été 2003, le niveau de criminalité dans Bagdad est élevé. En effet, les troupes américaines n'ont pas le contrôle de la ville et les agressions de personnes, irakiennes ou occidentales, sont fréquentes. Sur le plan terroriste, les actions connues sont exclusivement ciblées contre les forces de la coalition. Cependant, on pressent d'ores et déjà que les évolutions politiques du pays auront une répercussion majeure sur la situation sécuritaire. D'ailleurs, un an plus tard, au moment où la SIF laisse la place à l'Ambassade de France, le ministère des affaires étrangères, par la voix de son secrétaire général, monsieur Colin de Verdière, livre l'analyse des risques suivante : les diplomates français peuvent être les victimes collatérales d'une attaque visant d'autres représentations étrangères ; la possibilité d'être la cible directe de la résistance irakienne semble faible ; il ne faut pas négliger les tentations de groupes proches de la mouvance al-Qaïda pour des motifs divers comme l'affaire du voile après la rentrée scolaire en France ; enfin le risque apparaît élevé

s'agissant d'actions de groupes saisissant l'occasion du passage d'un véhicule occidental pour commettre un attentat d'opportunité.

#### **4. L'ÉVOLUTION DU TERRORISME A BAGDAD DEPUIS 2003**

##### **4.1 La multiplication des acteurs**

La période 2003 – 2006 en Irak est marquée par une explosion du terrorisme et une montée de l'insécurité graduelle. En 1990, aucun groupe terroriste de portée internationale n'est recensé sur le sol irakien. En 2004, ce sont 21 groupes déclarés aux noms évocateurs qui agissent quotidiennement<sup>12</sup> : Jamaat al-Tawhid du Jordano-Palestinien Abou Moussab al-Zarkaoui, les Brigades of Martyr Ahmed Yassin, le Mouvement des moudjahidine d'Irak, les Lions d'Allah, le Groupe des moudjahidine irakiens de la mort, le Bataillon vert ou encore les Brigades de la révolution de 1920. Ce développement a même poussé certains observateurs à parler de troisième guerre du Golfe pour définir cette période de l'immédiat après-Saddam Hussein. Sur le terrain, en particulier à Bagdad, la situation se transforme en conflit larvé avec des protagonistes qui se déploient par coups de force ponctuels. Face à cette activité terroriste, les forces de la coalition, les représentations diplomatiques occidentales, comme les forces de sécurité irakiennes sont désarmées : l'ennemi ou l'adversaire frappe puis s'évanouit, protégé par l'environnement urbain, la connaissance du terrain et parfois des complicités locales.

##### **4.2 Une montée en puissance vers la radicalisation**

Trois phases ponctuent l'évolution de la période considérée. On parle d'abord d'un « baroud d'honneur » pour définir les semaines qui ont suivi la fin officielle des combats majeurs de l'opération Iraqi Freedom. En effet, à partir de la fin du mois d'avril 2003, l'irruption d'attaques contre les forces de la coalition a été interprétée comme un dernier sursaut de l'armée irakienne sous la forme d'actions de harcèlement par des combattants restés fidèles à Saddam Hussein. Mais progressivement, le discours officiel américain a changé. D'actes isolés et résiduels au début, le commandement américain parle désormais d'actions classiques de guérilla. Par exemple, le 13 juin 2003, des chars d'assaut de la 4<sup>ème</sup> Division américaine sont attaqués aux lance-roquettes RPG par des loyalistes du régime déchu. Cette opération provoque la mort de 27 militaires

---

<sup>12</sup> GERE François, *Pourquoi le terrorisme*, Paris ; Larousse, 2006, pp. 70-71.

américains. Néanmoins, l'armée américaine parvient à régler le problème de ces escarmouches.

La deuxième phase est marquée par l'apparition d'une « résistance irakienne ». Née dans la foulée de l'intervention anglo-américaine contre le régime de Saddam Hussein, l'hostilité de la population irakienne à une présence étrangère en Irak s'est clairement cristallisée le 29 avril 2003 lors d'une « bavure » commise à Fallouja par des soldats américains : 13 civils qui scandaient bruyamment leur soutien à l'ancien régime ont été tués. En août 2003, deux grands attentats font de très nombreuses victimes, dont le représentant spécial de l'ONU Sergio de Mello, tué au siège de l'organisation à Bagdad. Au cours de ce mois d'été, 53 personnes sont victimes du terrorisme en Irak et la tendance est la généralisation des attentats à l'explosif dans les lieux publics. Ainsi, en mars 2004, à l'occasion des festivités religieuses chiïtes d'Achoura, une série d'explosions frappe mortellement 270 pèlerins. Il est à noter que la résistance irakienne s'organise jour après jour. Les attentats deviennent plus réguliers contre la force occupante, ses convois de ravitaillement, ses bases. La menace passe progressivement d'attentats ponctuels à celle d'attaques simultanées puis à des attentats de plus grande envergure. Le 27 octobre 2003, cinq attentats à la voiture piégée visent le siège du CICR ainsi que des commissariats bagdadis et provoquent le décès de 43 personnes. Ce changement de procédé traduit la présence vraisemblable de terroristes étrangers liés à al-Qaïda.

Enfin, le mois d'avril 2004 marque un tournant dans la stratégie d'action des islamistes irakiens. Alors que la guérilla se limitait, jusqu'à cette date, aux attentats contre les représentations étrangères en Irak comme le bâtiment de l'ONU en août 2003, ou aux attaques ciblées contre des agents de sociétés de sécurité privées, des diplomates et des personnalités irakiennes, elle a ensuite élevé son niveau de « pression opérationnelle et médiatique » en procédant à des enlèvements de ressortissants étrangers, originaires ou pas des pays contribuant à la force multinationale. Cette évolution de la violence enregistre en outre des pics à des étapes importantes du calendrier politique de transition. Ainsi, lorsque le nouvel exécutif irakien s'installe le 1<sup>er</sup> juin 2004, Bagdad est le théâtre à la fois d'actions classiques de guérilla et d'affrontements plus durs où les attentats suicides et les raptés sont systématisés.

En 2006, l'insécurité s'est généralisée à Bagdad. L'Irak devient une zone de non droit avec l'extension d'une menace globalisée sur tout le pays. Les victimes ne sont plus uniquement américaines mais aussi irakiennes, accusées de collaborer (police,

administration) ou appartenant à une ethnie rivale (chiite notamment). La période des élections législatives de décembre 2005 a pourtant été suivie par un calme relatif dans l'attente des résultats du vote. Mais l'annonce de ces résultats officiels a de nouveau hissé la violence à un niveau très sensible. Par ailleurs, la situation dans la capitale révèle des signes très inquiétants après l'attentat du 22 février 2006 contre la mosquée dorée de Samarra, site des mausolées des Imams Ali et Hassan. Cette action, qualifiée d'irréparable par les médias irakiens, est assurément déclencheur d'une nouvelle étape vers la guerre civile. Au mois d'août 2006, la communauté chiite et ses symboles religieux sont l'objet d'attentats d'ampleur. Le 13 août, 53 personnes sont tuées dans un quartier chiite à Bagdad. Le 20 août, une procession religieuse commémorant le martyr de l'Imam Moussa al-Kazim est prise pour cible. Le bilan s'élève à 20 morts. Les conséquences de ces actes sont des opérations de représailles, c'est-à-dire des enlèvements et des exécutions à l'encontre des habitants sunnites de la capitale.

En résumé, la période considérée s'impose comme la plus violente, au nombre d'attaques, depuis le renversement du régime de Saddam Hussein en avril 2003. La moyenne journalière est de 114 attaques. Ces actions, essentiellement confessionnelles, placent les milices chiites en position de force et légitiment leur attitude auprès de la population. Aujourd'hui, selon le philosophe André Glucksmann, « il ne s'agit plus d'une insurrection antiaméricaine comme au Vietnam, mais d'un front terroriste contre les civils. »<sup>13</sup> Mais quelles sont donc les caractéristiques du terrorisme en Irak et plus précisément à Bagdad ?

## **DEUXIÈME PARTIE : LA DESCRIPTION DE LA MENACE**

### **1. LES ACTEURS DU TERRORISME A BAGDAD**

#### **1.1 Les terroristes**

Depuis 2003, de très nombreuses organisations, d'origines variées, avouant des objectifs distincts, pratiquent la guérilla et le terrorisme en Irak. En juin 2005, les groupes d'opposants armés actifs sont évalués de 8000 à 12 000 hommes, répartis en plus de cinquante organisations, bénéficiant du soutien de 20 000 sympathisants actifs au sein de la population. Cette multitude de groupes rend particulièrement difficile

---

<sup>13</sup> Interview. Le Point du jeudi 14 décembre 2006.

l'évaluation chiffrée et l'identification précise de ces éléments armés que les autorités américaines et irakiennes désignent comme « terroristes ». Par ailleurs, les Américains tentent de personnaliser la menace, de la présenter officiellement comme circonscrite, marginale, essentiellement importée et donc étrangère aux tensions qui s'exercent au sein même de la société irakienne. Dans les faits, la contestation armée – et donc le terrorisme – paraissent beaucoup moins cloisonnés et non homogènes. Les passerelles entre les différents groupes semblent fluides et évolutives. Trois buts apparaissent communs à ces nombreuses entités :

- nuire au gouvernement irakien et aux institutions ;
- stopper le rétablissement de la souveraineté de l'Irak ;
- lutter contre les forces de la coalition, et en particulier les troupes américaines.

### **1.1.1 La criminalité organisée**

Le simple banditisme a été particulièrement actif dans les premières semaines de la chute du régime de Saddam Hussein, profitant du désordre de « l'après-guerre ». Les gangs sont apparus en Irak, dès la fin des années 90, alors que l'Etat irakien semblait s'essouffler. Par ailleurs, les effectifs de ces groupes criminels ont augmenté lorsque Saddam Hussein a décrété une amnistie pour les prisonniers de droit commun en 2002. Exploitant la difficulté des autorités de la coalition à rétablir l'ordre et la sécurité, les gangs ont repris leurs actions et rendent les routes autour de Bagdad peu sûres. Ils ciblent en particulier des couches relativement aisées de la population urbaine en pratiquant des actions d'enlèvements avec demande de rançon, des viols, des vols de voitures et des cambriolages. C'est aussi vraisemblablement à l'intérieur de ces groupes criminels que sont recrutés des individus appliqués dans le phénomène lucratif des prises d'otages irakiens ou étrangers. Certains gangs prennent aujourd'hui l'appellation de « mouvements de résistance » afin de poursuivre plus facilement leurs activités et d'en augmenter la rentabilité.

### **1.1.2 Les nostalgiques de Saddam Hussein**

Il s'agit des proches du régime de Saddam Hussein et des principaux bénéficiaires de l'ancien système. Ayant tout à perdre du nouvel ordre, perçu comme défavorable à la communauté arabe-sunnite, ces individus ont rapidement opté pour la violence. Encadrés par des membres des anciens services de sécurité et de renseignement de Saddam Hussein, bénéficiant de leurs expériences et de leurs conseils,

mais aussi de leurs armes et de leurs moyens financiers, ces fidèles du raïs se sont organisés en groupes armés. Ainsi le groupe du Retour (al-Awdah) s'appuie sur d'anciennes structures de sécurité de l'ancien régime tout en incluant dans ses rangs des baasistes et en entretenant des liens avec des tribus arabes-sunnites de la région du « triangle », c'est-à-dire Ramadi – Tikrit – Bagdad (cf. annexe 3).

### **1.1.3 Les nationalistes sunnites irakiens**

Les premières mesures de « débaasisation », de démantèlement de l'armée et des forces de sécurité, ainsi que la réorganisation des ministères de la défense et de l'intérieur, ont fourni de nombreuses nouvelles recrues à l'opposition armée. Par exemple, la dissolution de l'ancienne armée a renvoyé dans leurs foyers 400 000 militaires de l'armée de terre et de la garde républicaine. Elle a, en réaction, suscité des vocations pour rejoindre les rangs de la rébellion. Les motivations de ces « terroristes » sont multiples : il s'agit pour certains de la proximité directe avec l'ancien régime ; pour d'autres des conséquences de la perte d'une position privilégiée au sein des sphères clientélistes du pouvoir, ou encore de l'expression d'une forme de nationalisme, mêlant antiaméricanisme et rejet du monde occidental. Ainsi le groupe armé des Révolutionnaires d'Irak – Brigade d'al-Anbar se présente comme profondément nationaliste ... tout en affichant son caractère anti-Saddam. Au rang des groupuscules nationalistes, il convient d'ajouter les tribus sunnites victimes des opérations indiscriminées des forces américaines contre ce qui était sensé être des bastions du régime baasiste. En réaction à ces faits jugés injustes et dégradants par les populations, les tribus ont organisé des attaques armées contre les forces de coalition.

### **1.1.4 La nébuleuse islamiste sunnite**

Les courants islamistes sunnites sont apparus en Irak à la fin des années 80 et se sont développés suite à l'humiliation ressentie par la population après la défaite de 1991. Pourtant, le clergé sunnite n'a jamais eu le poids du mouvement religieux chiite mais les privations, le régime de sanctions et d'embargo, la récupération faite par le régime de Saddam Hussein à la recherche d'un regain de légitimité ont provoqué un retour à la religion, y compris au sein de l'armée régulière et des forces paramilitaires. Le nouveau système mis en place par les Américains est perçu par les représentants religieux sunnites comme une menace pour cette communauté. Afin d'apporter une réponse, au moins politique, ils ont favorisé l'apparition de nouveaux partis et

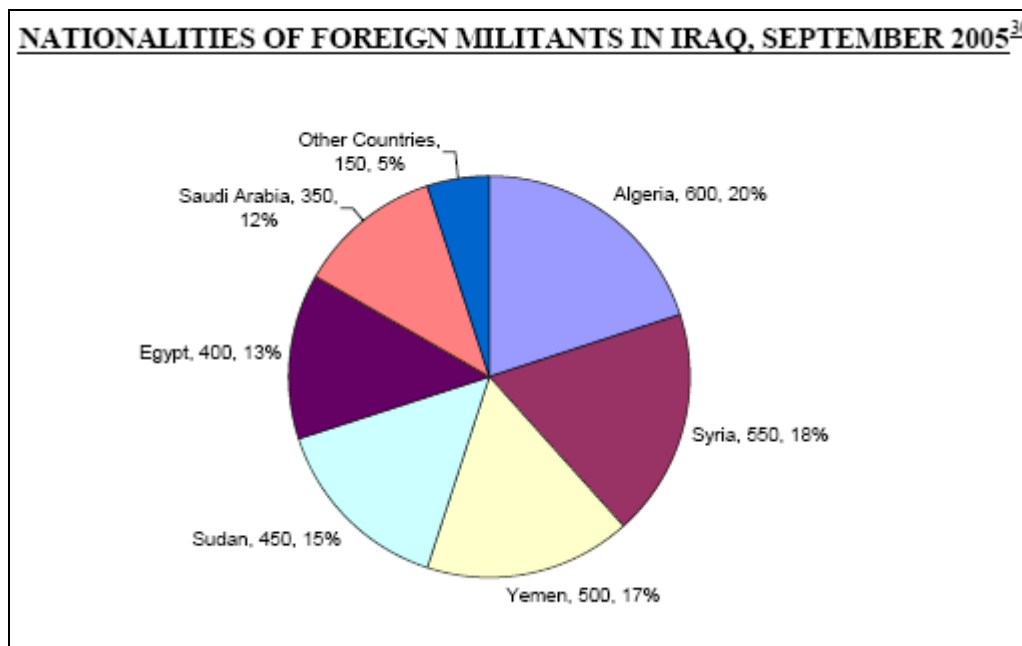
d'associations islamistes sunnites comme le Parti islamique, l'association du Conseil des oulémas ou le Mouvement national unifié irakien. Ces groupes se caractérisent par une grande hétérogénéité, allant de l'empreinte profonde des frères musulmans jusqu'à l'approche salafiste radicale, de la lutte armée à la seule action politique ou religieuse. Leurs membres proviennent également d'horizons sociaux très divers : on y retrouve des ruraux, des urbains, des universitaires, des intellectuels, des anciens militaires, des fermiers, ... Dans les mouvements privilégiant l'action armée, par un phénomène d'affaiblissement des éléments pro-baasistes, se développe une tendance islamo-nationaliste. Y combattent de nombreux anciens militaires reconvertis par les prêches et les encouragements des imams locaux empreints d'idéologie salafiste. Les mosquées servent de centre de recrutement, de lieux de stockage d'armements. Les groupuscules terroristes se manifestent par des communiqués et des revendications, notamment dans les médias arabes, sans grande structuration entre eux. Souples, évolutifs, changeant d'appellation au gré de leur évolution et de leurs alliances, ces groupes montent des opérations, parfois spectaculaires, puis disparaissent et se fondent dans la clandestinité. Les mouvements les plus connus de cette tendance contestataire armée sont le Front national pour la libération de l'Irak, les Brigades d'Al-Faruq, l'Armée islamique en Irak qui a revendiqué l'enlèvement des journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot, les Moudjahidines de la secte victorieuse ou l'Armée de Mohammad en Irak.

### **1.1.5 Le courant radical chiite**

Autre expression du sentiment islamiste contestataire, le courant radical chiite, en particulier la composante menée par Moqtada al-Sadr, attire essentiellement de jeunes déshérités, issus d'une génération marquée par la dictature et l'embargo, sans grande expérience du combat. Ces individus, devenus des symboles de la résistance pour leur pugnacité dans les affrontements avec les troupes de la coalition en 2004, ne bénéficient pas pour autant du soutien du clergé chiite ou de la bourgeoisie locale. Ce courant, organisé désormais en mouvement politique, prône l'établissement d'une république islamique proche du modèle iranien. Ses méthodes, mêlant assassinats, tortures et enlèvements, renforcent la prudence des chiites modérés vis-à-vis des partisans de Moqtada al-Sadr. Néanmoins, le courant radical chiite est en passe de devenir un acteur politique incontournable, sous réserve d'abandonner ses activités terroristes.

### 1.1.6 La nébuleuse djihadiste

Les combattants étrangers, infiltrés en Irak en raison de la perméabilité des frontières, sont également des acteurs importants de la terreur. Contrairement aux affirmations américaines, aucun lien n'existe cependant entre le régime de Saddam Hussein et le réseau al-Qaïda. La première vague d'étrangers s'est manifestée avant le déclenchement de l'opération « Iraqi Freedom », en provenance du Maghreb et du Proche-Orient. Composée de jeunes sympathisants de la cause nationaliste arabe, elle est restée limitée et a reçu peu de soutien de la part des Irakiens. Certains de ces individus se sont constitués en groupes armés indépendants pendant le conflit mais ont été balayés par les forces de la coalition. La deuxième vague est plus récente et plus importante. Les individus qui la composent affichent une idéologie proche d'al-Qaïda et sont pour l'essentiel des anciens Afghans-arabes ou des jeunes militants djihadistes de la région. Transitant par la Syrie pour la plupart, ils cherchent à affronter les forces américaines sur le terrain d'entraînement qu'est devenu l'Irak et font de ce pays depuis fin 2003 le point de rendez-vous de tous les activistes islamistes. Les principaux Etats pourvoyeurs sont le Yémen et l'Arabie Saoudite où le renforcement de la lutte antiterroriste chasse les « guerriers de Dieu » vers l'Irak. Ainsi, plus de 60 % des volontaires étrangers pour effectuer des attaques suicides seraient saoudiens, suivis par ordre d'importance par des Syriens et des Koweïtiens.



**Figure 1: nationalités des combattants islamistes étrangers en Irak (source: The Brookings Institution)**

On trouve parmi les ressortissants d'autres pays quelques Français. En septembre 2005, les combattants étrangers en Irak proviendraient (source : the Brooking's Institution) pour 20 % d'Algérie, 18 % de Syrie, 17 % du Yémen, 15 % du Soudan, 13 % d'Egypte et 12 % d'Arabie Saoudite. Ces combattants étrangers se mêlent fréquemment à des éléments irakiens radicaux pour former des groupuscules aux ramifications complexes et bénéficiant de soutiens, au moins logistiques. Parmi ces groupes émerge l'organisation Unification et Djihad (al-Tawhid wal-Jihad) d'Abou Moussab al-Zarqawi qui se place sous la référence idéologique de Ben Laden et revendique des opérations violentes de type attentats suicides, enlèvements et assassinats d'otages étrangers comme le meurtre de l'otage américain Nick Berg en mai 2004 ou l'attentat contre le siège de l'ONU à Bagdad en août 2003.

## 1.2 Les cibles

Avec le temps et la dégradation de la situation sécuritaire, chaque personne est devenue une cible potentielle du terrorisme à Bagdad.

Au premier rang des victimes figure la population civile, touchée par toutes les manifestations de la violence. Il n'y a pas de statistiques officielles, mais entre mai 2003 et août 2004, on estime de 13 000 à plus de 30 000 le nombre des victimes, dont environ 3000 à la suite d'attentats. Le développement des affrontements entre Chiites et Sunnites amplifie ce phénomène. En septembre 2006, on évalue le bilan entre 43 300 et 48 000 morts. Pour la seule ville de Bagdad, les victimes représentent 27 470 personnes.

Autres cibles de choix des terroristes, les soldats américains et les autres éléments de la force multinationale sont souvent l'objet d'actions violentes. Le seuil symbolique du millième américain tué a été franchi en septembre 2004, le 2000<sup>ème</sup> en octobre 2005. En octobre 2006, le nombre de soldats américains tombés en Irak est de 2813, dont 2257 à la suite d'actions hostiles. Le nombre de blessés entre mars 2003 et octobre 2006 s'élève à 21 266 militaires.

On peut également recenser dans cette catégorie les employés des sociétés privées de sécurité. 367 d'entre eux ont été victimes du terrorisme entre avril 2003 et octobre 2006.

Les membres des forces de sécurité irakiennes, considérés comme des collaborateurs par les activistes, sont souvent pris pour cibles, dans les centres de recrutement comme dans les commissariats, ou lorsqu'ils participent à des opérations

décidées par le nouveau gouvernement. Entre juin 2003 et octobre 2006, ce sont 5670 militaires et policiers irakiens qui ont été tués, dont 659 policiers à Bagdad.

Les membres des partis et des autorités officielles irakiennes sont régulièrement ciblés. Citons l'assassinat d'Aquila al-Hashemi, ancienne figure baasiste et membre du Conseil de gouvernement intérimaire en septembre 2003 ; ou l'attentat à la voiture piégée contre le président du Conseil de gouvernement intérimaire Ezzedine Salim le 17 mai 2004 à l'entrée de la zone verte ; ou encore celui perpétré à l'encontre de Bassam Kouba, vice-ministre des affaires étrangères du nouveau gouvernement irakien et ancien ambassadeur de l'Irak en Chine le 12 juin 2004.

Enfin, tout Irakien ou étranger, témoin ou simple participant des tentatives de reconstruction politique ou économique de l'Irak, est menacé au nom du rejet de la tutelle étrangère et des représentants des autorités intérimaires, jugées à la solde des occidentaux.

### **1.3 Le rôle particulier des médias**

Dans un entretien publié dans l'Express en février 2006, monsieur Bajolet, ambassadeur de France en Irak, déclare que « l'ambassade dissuade hommes d'affaires et reporters de s'aventurer entre Tigre et Euphrate », relayant ainsi les directives de Paris et du ministère des affaires étrangères français. En effet, les journalistes font partie des cibles prisées par les terroristes.

Pour reprendre les arguments développés par Arnaud Blin<sup>14</sup>, le terrorisme et les médias modernes se sont développés en parallèle, dans une relation parfois perverse où les terroristes utilisent les médias pour peser sur l'opinion publique. Ces médias, subissant une forte concurrence au sein de leur activité, offrent alors une caisse de résonance de premier ordre aux activistes de tous bords. En même temps, ils s'exposent et n'hésitent pas à braver les règles de sécurité au nom de leur devoir d'information. L'Irak semble d'ailleurs être le théâtre d'une évolution dans la relation média/terroriste. En effet, jusqu'à présent, les journalistes étaient assez peu victimes d'actes terroristes. Ce constat s'explique par le besoin et la dépendance objective qui poussent davantage les terroristes à attirer les médias plutôt qu'à les attaquer. Or, une tendance visant à punir les « mauvais médias » ou à les forcer à diffuser ce que les activistes souhaitent, émerge en Irak avec la multiplication des prises d'otages de journalistes. On se souvient

---

<sup>14</sup> BLIN Arnaud, *le Terrorisme*, Paris ; Le Cavalier Bleu Editions, 2006.

particulièrement des enlèvements des Français Christian Chesnot et Georges Malbrunot<sup>15</sup> le 20 août 2004, de Florence Aubenas le 05 janvier 2005. Même si les ravisseurs appartenaient davantage à la catégorie des terroristes de « droit commun » et non pas à celle des terroristes politiques, les journalistes représentent désormais des cibles intéressantes pour peser ensuite dans les discussions avec les Etats ou véhiculer des messages. Georges Malbrunot cite ses ravisseurs le 28 septembre 2005 : « Ne revenez pas en Irak, nous n'avons pas besoin de vous, nous voulons rester seuls face aux Américains. »

En 2003, quatorze journalistes sont morts en Irak ; en 2004, 24 ; en 2005, 22 journalistes et en 2006, 17 journalistes ; soit un total de 77 personnes. 56 % d'entre eux sont irakiens, 11 % européens et 2 % américains. 41 ont été assassinés et 36 sont tombés dans des actions de combats. En ajoutant à ce nombre les interprètes et les conducteurs travaillant au profit des journalistes, le nombre de victimes depuis mars 2003 s'élève à 126 personnes.

Face à la multiplication des acteurs, auteurs et victimes, quels sont donc les rapports entre ces catégories ? Quels sont les procédés tactiques mis en œuvre par les terroristes ?

## **2. TYPOLOGIE DES MODES OPÉRATOIRES**

L'évolution des modes opératoires est de plus en plus inquiétante et démontre clairement que les terroristes possèdent un raisonnement tactique très élaboré qui va au-delà de l'adaptation des schémas classiques de guérilla. L'étude de certaines actions révèle une capacité d'analyse fine des vulnérabilités de l'adversaire et une adaptation très ingénieuse des techniques d'attaque. Une grande partie de la force des activistes réside dans le fait de bénéficier de nombreux candidats au suicide (« martyrs »), face auxquels les parades sont peu nombreuses. Les menaces qui pèsent sur les représentants occidentaux sont donc multiples et variées : il peut s'agir de tirs indirects et de dégâts collatéraux, d'attaques ciblées ou encore d'enlèvements. Dresser une typologie des modes opératoires est difficile et seule une description des principaux cas décrits par les services de sécurité des ambassades sera effectuée.

---

<sup>15</sup> CHESNOT Christian et MALBRUNOT Georges, *Mémoire d'otages*, Paris ; Editions J'ai lu, 2005.

## **2.1 L'embuscade et l'attaque ciblée**

### **2.1.1 Les attaques à l'arme légère**

Les attaques à l'arme légère sont constatées dans les cas d'action directe en combat rapproché, d'actions de harcèlement et d'intimidation contre des patrouilles ou des convois, d'attaques de points de contrôle (check point) au passage des véhicules. Lorsqu'il s'agit d'une action directe en combat rapproché, les cibles principales sont les forces de la coalition et les convois occidentaux. Ces cibles ont été définies préalablement mais l'opportunité peut aussi générer l'action. Le volume des terroristes impliqués est variable et comprend des individus de tout âge et de tout sexe. Le feu est déclenché depuis des bâtiments, des carrefours de route, des véhicules ou des positions préparées. Lorsqu'ils opèrent depuis des véhicules, les terroristes suivent la cible, la dépassent au moment opportun et tirent sur celle-ci. Une variante de ce type d'attentat consiste à attaquer la cible quand elle se situe au niveau d'un embranchement. Cela permet aux terroristes d'approcher côté passager et de faire coïncider le moment de l'embuscade avec la possibilité de quitter l'axe.

Les actions de harcèlement contre des convois sont généralement le fait de quelques individus qui prennent à partie des cibles exposées comme les soldats en tourelle des véhicules blindés. Les origines des tirs sont variables : depuis des bâtiments, des véhicules, au passage d'un carrefour ou encore en combinant l'action d'un piéton et d'un véhicule.

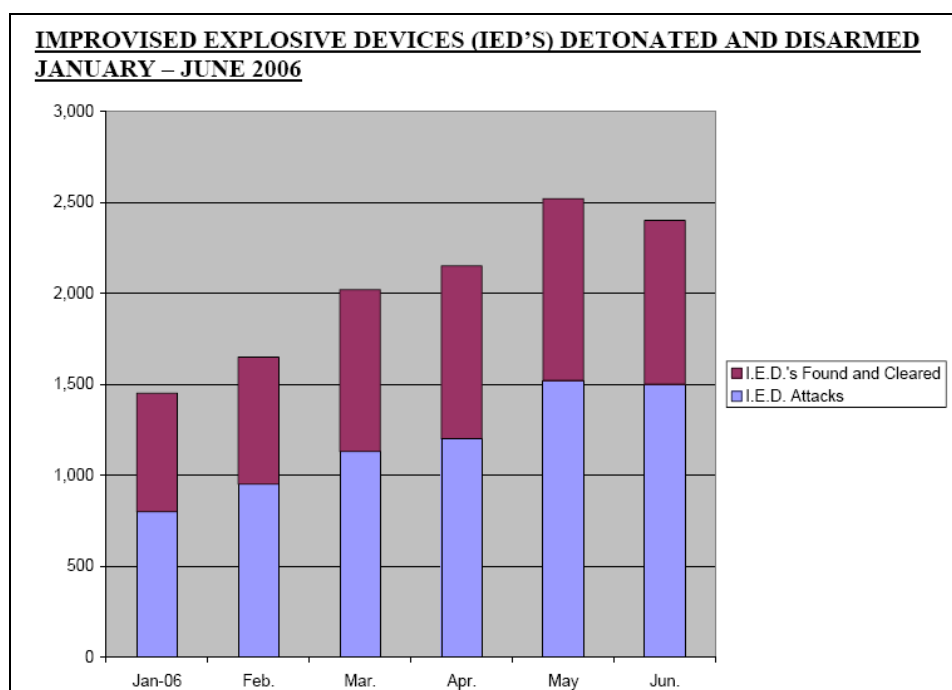
Les attaques de points de contrôle au passage sont souvent planifiées. Un à deux individus armés de fusils mitrailleurs type AK 47 tirent sur les personnes en faction au check point et prennent la fuite par un itinéraire d'exfiltration préparé.

### **2.1.2 Les attaques avec utilisation d'EEI (engin explosif improvisé)**

Dans ce mode d'action terroriste, l'engin explosif, encore appelé « roadside bomb », est prépositionné le long des routes, au niveau d'un point d'étranglement où le véhicule cible est susceptible d'être contraint de s'arrêter. L'activation de la charge peut être manuelle ou télécommandée par une « sonnette » ou un terroriste chargé de la mise à feu et situé à vue du lieu de l'embuscade. Le déclenchement est initié par une commande électrique, surtout en zone rurale, ou par télécommande avec l'utilisation d'un appareil type GSM. Les terroristes sont systématiquement présents aux abords des lieux de l'attaque pour réaliser des films ou des photographies de l'action, dans le but d'utiliser ces images par la suite. Les charges explosives sont disposés dans des

réceptacles banalisés : elles sont dissimulées dans des cavités, à l'intérieur d'animaux morts, dans des carcasses de véhicules, sous l'asphalte des routes, dans des objets divers comme des boîtes en carton, des cannettes ou des parpaings creusés. Elles sont aussi parfois jetées sur le toit du véhicule cible depuis un pont surplombant l'axe, par un terroriste en attente au-dessus du parapet.

A noter que l'utilisation de véhicules piégés au cours d'attaques suicides ou non, en mode statique ou mobile, s'impose dans 60 % des cas<sup>16</sup>.



**Figure 2 : engins explosifs improvisés découverts au cours de la période janvier-juin 2006 (source: The Brookings Institution)**

### 2.1.3 Les attaques au lance-roquette et au mortier

Le lance-roquette antichar type RPG constitue un outil de choix pour monter des embuscades ou livrer des combats rapprochés, à distance de sécurité. Sont également utilisés par les terroristes les mortiers et les lance roquettes multiples, voire les tirs de missiles anti-aériens portables contre des avions autour de l'aéroport de Bagdad.

<sup>16</sup> Source DRM.

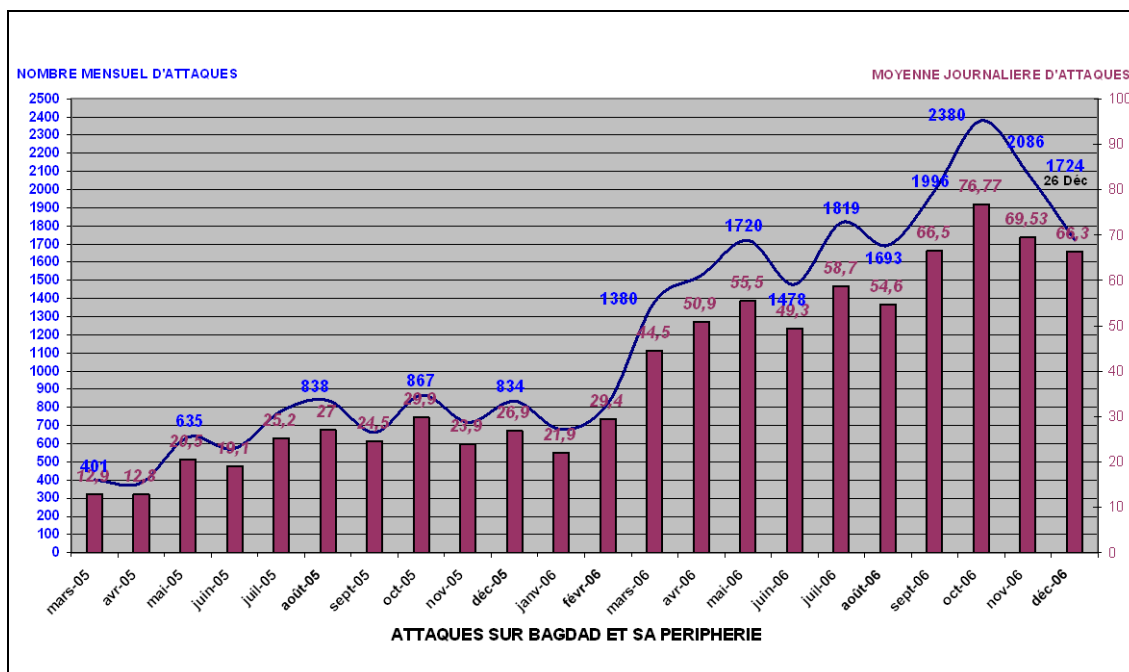


Figure 3 : courbe et graphique des attaques dans Bagdad en 2006 (source: EPIGN)

## 2.2 L'attentat suicide

Marqué par son caractère particulièrement spectaculaire, l'attentat suicide est l'objet d'une amplification médiatique très importante. Il a pour but de démoraliser les populations et de saper la confiance dans les autorités supposées les protéger. L'Irak constitue un nouveau champ d'action pour cette forme de terrorisme dont l'apparition massive date de 2003. A Bagdad, ce sont les Sunnites qui y recourent le plus souvent, même si c'est un mouvement chiite, branche de l'Islam cultivant le culte du martyr, qui a relancé l'usage de l'opération suicide. C'est ainsi que depuis 2003, chaque semaine ou presque, un communiqué officiel d'al-Qaida commence par ces mots : « Vos frères moudjahidines en Irak ont réussi à atteindre l'ennemi croisé grâce à une opération martyre<sup>17</sup> ». Ce communiqué est suivi d'un descriptif de l'attentat et donne souvent un lien internet permettant de visionner une vidéo de l'opération. Sur cette vidéo, le candidat martyr (« shahid ») est d'abord filmé avant l'action en train de prier et lire son testament. Puis il est filmé en route pour exécuter l'attentat, l'air joyeux et souriant. Enfin, il est filmé lors du déclenchement de l'explosion, selon différents angles de prises de vues afin de démultiplier l'impact visuel de la scène.

Le nombre de candidats au martyr ne cesse de croître depuis 2003. A tel point que l'organisation al-Qaida opère une certaine sélection dans le choix des futurs martyrs,

<sup>17</sup> Traduction du mot arabe « istishâd » : acte de se sacrifier.

à des fins de propagande. Les attentats les plus meurtriers font ainsi l'objet d'un traitement éditorial particulier dans l'organe officiel d'al-Qaida : le magazine Siyar avec le détail de la vie et de l'œuvre du « martyr » qui a exécuté l'opération. Un « grand martyr » est généralement l'auteur d'un attentat suicide qui a causé la mort d'une trentaine de personnes en même temps. Les candidats au martyr sont rassemblés, à leur arrivée en Irak, au sein de la « Brigade d'al-Barra Ben Malik », du nom du premier martyr en Islam, compagnon du prophète Mahomet.

Les individus susceptibles de mener des opérations suicides sont nombreux. Certains, volontaires arabes islamistes, sont certainement présents en Irak avant le début de l'offensive américaine de mars 2003. L'attentat suicide constitue aujourd'hui une méthode de guerre civile ou interreligieuse. Il ne nécessite pas de plan d'évasion et entraîne quatre fois plus de victimes que les attaques terroristes classiques, selon une étude de la Rand Corporation.

S'agissant des caractéristiques de ces attaques suicides, elles visent généralement des personnes, dont la mort est planifiée et qui ont fait l'objet de reconnaissances et de prises de vues. Les victimes appartiennent ainsi aux forces de la coalition, aux nouvelles forces de sécurité irakiennes ou aux instances dirigeantes. Il y a bien sûr aussi de très nombreuses victimes « collatérales ». Les actions se déroulent durant des périodes de forte activité avec la présence de quatre à huit terroristes à proximité du site. Les explosifs, de charges variables, sont transportés dans des sacs, des valises, des véhicules, voire directement sur l'homme. Enfin, les volontaires de la mort se recrutent également parmi les femmes et les enfants. Le déclenchement de l'explosion s'opère au contact de la cible, d'un convoi ou d'un bâtiment.

Quelques exemples marquants montrent la détermination de ces volontaires de la mort :

- Les attaques coordonnées de grande envergure qui portent les marques d'ingéniosité et de folie meurtrière d'al-Qaida. Deux attentats de ce type ont été perpétrés à l'automne 2005 à Bagdad : un sur les hôtels Sheraton et Palestine le 24 octobre 2005, un autre sur l'hôtel Hamra dans le quartier de Karradah le 18 novembre 2005. La technique appliquée, dans les deux cas, consiste à se servir de véhicules suicides bourrés d'explosifs pour créer des brèches dans les systèmes de défense et permettre à un dernier véhicule, le plus lourdement chargé, de venir se faire exploser directement contre l'objectif. Ces attentats ont durablement marqué les esprits.

- Les attentats suicides perpétrés par des individus à pied, porteurs de ceintures d'explosifs, agissant de manière coordonnée (« mirving scenario »), comme ce fut le cas sur une école de police de la capitale le 06 décembre 2005 et sur le restaurant Kaddouri, proche de l'ambassade de France, le 10 novembre 2005.
- Les attaques de véhicules suicides agissant en meutes ou « wolf pack ».

### 2.3 L'enlèvement

Selon Brian Jenkins, pour la première fois dans les annales du terrorisme, « le kidnapping a été transformé en arme stratégique »<sup>18</sup>. Au cours des douze derniers mois, près de 200 civils de 36 pays différents ont été enlevés. Entre 15 et 20 % ont été tués. Ces enlèvements ralentissent la reconstruction en Irak car certaines entreprises préfèrent se soumettre aux terroristes et se retirer. Les coûts liés à la sécurité sont passés de 10 à 30 % des frais de fonctionnement des entreprises<sup>19</sup>. Enfin, les enlèvements sont une méthode lucrative qui permet d'accroître rapidement les revenus des terroristes. Cette activité devenue courante touche toutes les couches de populations à Bagdad. Ainsi en va-t-il de familles démunies qui se font enlever un parent et qui se voient réclamer une rançon de l'ordre de 1000 dollars, mais aussi de familles très aisées ou de personnalités politiques. Concernant l'appât du gain lié à la nationalité des victimes, un « cours » est tenu sur les tarifs pratiqués variablement pour des Français, des Américains ou des Anglais.

Les enlèvements peuvent être directement réalisés par les groupes terroristes eux-mêmes, ou par des sous-traitants qui ne sauraient pas mener de négociations et qui monnayent leurs prises aux groupes terroristes.

Le ministère de l'intérieur irakien estime que 5000 Irakiens ont été enlevés sur l'ensemble du pays entre décembre 2003 et avril 2005<sup>20</sup>. En janvier 2004, la moyenne est de deux Irakiens kidnappés par jour à Bagdad. En décembre 2004, cette moyenne est passée à dix. Selon Assad Abbard<sup>21</sup>, le prix moyen demandé pour la rançon d'un Irakien est de 30 000 dollars.

S'agissant des enlèvements d'étrangers, et selon le groupe de travail chargé du suivi de ce phénomène auprès de l'ambassade des Etats-Unis en Irak, 439 étrangers ont

---

<sup>18</sup> JENKINS Brian, *Unconquerable Nation : Knowing our enemy, strengthening ourselves*, Santa Monica ; Rand Corporation, 2006.

<sup>19</sup> source : Grégoire GEIGER, chargé de recherches à l'Institut Français d'Analyse Stratégique.

<sup>20</sup> ZANGANA Haifa, « Blair Made a Pledge to Iraqis Once », *The Guardian*, 22 avril 2005.

<sup>21</sup> « Iraq's Forgotten Kidnap Victims Suffer in Silence », Agence France Presse, 25 mars 2006.

été kidnappés à Bagdad depuis le début de la guerre. Ce chiffre comprend 165 agents privés de sécurité, 63 conducteurs, 39 journalistes, 23 membres d'ONG et 15 employés diplomatiques ou gouvernementaux<sup>22</sup>. Au moins 13 Américains figurent parmi ces victimes : 4 ont été tués, 4 se sont échappés ou ont été libérés et 5 sont considérés disparus.

Au final, tout occidental isolé devient une cible de grande valeur, comme ce fut vraisemblablement le cas pour le Français Bernard Planche, enlevé le 05 décembre 2005 à Bagdad.

Depuis le début de l'année 2006, les attentats connaissent une évolution importante avec l'organisation d'attaques massives contre des bâtiments officiels comme les commissariats ou les résidences d'occidentaux. Ces actions sont conduites par des groupes de 100 à 150 assaillants dont le but est l'enlèvement ou l'assassinat des occupants des lieux. De même, les attaques dites complexes, pouvant compter 50 à 60 agresseurs répartis dans une quinzaine de véhicules, se multiplient. Se regroupant très vite pour frapper vite et fort et se dispersant aussitôt pour échapper à une action de riposte, ces combattants infligent de lourdes pertes à leurs adversaires, généralement constitués par des convois de la police irakienne ou par des sociétés de sécurité privée.

Si l'ensemble de l'Irak est frappé par le terrorisme, la capitale concentre l'essentiel de l'activité et on peut tenter de dresser une cartographie du phénomène terroriste.

### **3. GÉOGRAPHIE DE LA VIOLENCE**

L'Irak, et sa capitale Bagdad, sont désormais, pour les mouvements terroristes, des terres de « djihad », c'est-à-dire des lieux de combat frontal contre l'ennemi où l'on peut acquérir de l'expérience, de la légitimité et des relations. Bagdad est devenu un vaste terrain d'entraînement pour les groupuscules djihadistes, qui y font leurs classes comme précédemment en Afghanistan. C'est aussi le lieu de travail pour des criminels pratiquant un terrorisme crapuleux. Enfin, l'Irak apparaît comme le théâtre d'une guerre communautaire extrêmement violente.

---

<sup>22</sup> RYE Erik et MO KANG Joon, « Hostages of War », *New York Times*, 17 mai 2006.

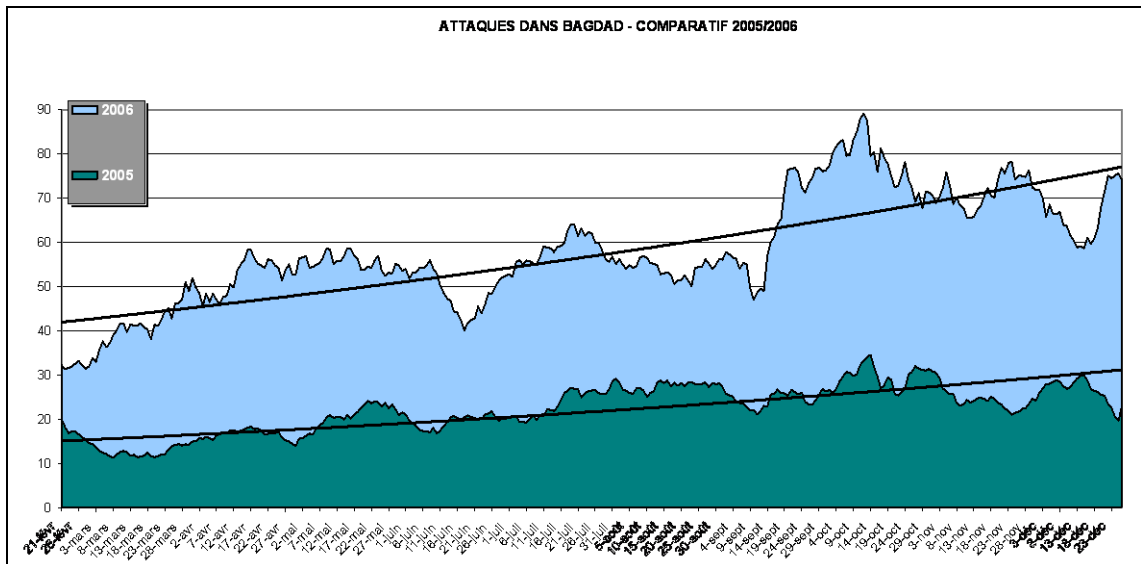


Figure 4 : moyenne des attaques dans le centre de Bagdad – comparatif 2005/2006 (source : EPIGN)

### 3.1 Une ville divisée et sectorisée

La géographie de la terreur à Bagdad, surtout depuis le développement de ces affrontements ethniques, est indissociable du morcellement identitaire de la ville en différents quartiers. En effet, les religieux organisent des réseaux d'assistances sociale, médicale et caritative, déploient des milices armées dans les rues et imposent leurs codes islamiques. Ce phénomène est particulièrement prégnant dans le quartier pauvre chiite le plus peuplé de Bagdad. Initialement baptisé Saddam City, cet ensemble de deux millions d'habitants porte désormais le nom de « Sadr City » en mémoire de l'ayatollah Mohammed Sadeq al-Sadr, assassiné en 1999. Son fils, Moqtada al-Sadr, s'est rapidement placé à la tête d'un mouvement mêlant populisme et revanche sociale, se revendiquant comme le seul dépositaire d'une « irakité » et appelant à la confrontation directe avec la coalition. Les partisans de Moqtada al-Sadr décideront de rentrer dans le rang après les derniers combats menés en septembre 2004 dans le quartier de Sadr City.

Pour l'année 2005, le bilan sécuritaire du gouvernement intérimaire irakien n'est pas concluant. Même si le Premier ministre Iyad Allawi déclare maîtriser plus de 80 % du pays, de nombreuses zones, y compris dans la capitale Bagdad, échappent au contrôle des forces de sécurité. Les régions de Bagdad et sa périphérie représentent des zones d'instabilité majeure. A la mi-septembre 2005, la rue de « Haïfa », qui conduit à la « zone verte », est devenue le lieu de combats intenses. La population a fini par quitter ce quartier, surnommé « la petite Falloudja », en référence à la bataille de

Falloudja menée en novembre 2004 par les forces américaines dans le triangle arabe-sunnite jusqu'à Mossoul et la périphérie sud de la capitale. Occupé par des éléments armés, dont quelques étrangers, le quartier de « la petite Falloudja » a été nettoyé par des forces irakiennes et des unités américaines. Le centre de Bagdad, comprenant la zone verte mais aussi les quartiers adjacents où sont implantées certaines représentations diplomatiques telles que l'ambassade d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne (quartier al-Mansour) ou de France, est moins exposé aux attaques quotidiennes.

A partir de février 2006, la violence gagne des quartiers de Bagdad supposés protégés. En effet, la capitale irakienne devient le théâtre d'une guerre communautaire particulièrement destructrice, avec de véritables opérations d'épurations entre Sunnites et Chiites, spécialement dans le quartier d'al-Dourah. La répartition des communautés à Bagdad place les populations chiites et sunnites en situation constante de confrontations dans certaines zones de friction le long du Tigre comme les quartiers d'al-Kazimiyah, al-Hara, al-Utadiyah, ou al-Waziriyah (cf. annexe 4). Dans ces conditions, le nombre d'attaques dans le « grand Bagdad » - c'est-à-dire un espace de vingt kilomètres de rayon autour du centre-ville – et dans Bagdad City a régulièrement augmenté depuis le début de l'année 2006. Ces attaques se sont réparties dans tous les secteurs de la capitale. Les modes d'action terroristes s'adaptent aux zones en fonction de la présence des forces de sécurité irakiennes ou des forces armées de la coalition qui y sont déployées :

- la route de l'aéroport, mieux tenue et surveillée par la coalition fait plutôt l'objet d'attaques à l'arme à feu, dites « attaques à la volée », simples à organiser. En effet, la route de l'aéroport a longtemps été le théâtre d'embuscades et d'attaques contre les convois occidentaux. Pour sécuriser cet axe vital, les forces américaines ont rasé toutes les constructions installées de part et d'autre de la route. Cet espace ainsi créé limite les possibilités d'installation de « road-side bombs ». En outre, des patrouilles de blindés renforcent davantage la sécurité du périmètre.

- les convois empruntant les carrefours de l'ouest de la ville, menant à Ramadi et Falloudjah, demeurent attaqués quotidiennement. C'est d'ailleurs sur un de ces axes que le convoi de l'ambassadeur Turc a été pris pour cible par une vingtaine d'individus le 02 janvier 2006.

- les attaques dans le centre-ville de Bagdad, où évoluent les diplomates français et leurs équipes de sécurité, ont régulièrement augmenté entre décembre 2005 et mars 2006. Les quartiers frappés sont notamment celui de l'Ambassade de France (Kassadah,

Saadoun, al-Wiyah) et celui d'al-Mansour, quartier résidentiel regroupant de nombreuses emprises diplomatiques, dont celles d'Allemagne et de Grèce. Une analyse de l'augmentation des actions perpétrées dans le quartier d'al-Mansour laisse penser que les terroristes s'y sont implantés, à la fois pour habiter mais aussi « travailler » sur place, en profitant de bonnes conditions de vie.

### **3.2 L'instauration de zones sanctuarisées**

C'est dans ce contexte que les forces américaines se redéplient à Bagdad en 2006 : 3700 soldats américains en provenance du nord du pays et du Koweït ont été envoyés dans la capitale en renfort des troupes irakiennes. Les quartiers de Doura, Ghazaliyah et Ameriyah (cf. carte) font l'objet d'opérations de contrôle de zone et de recherche d'armements. Ces investigations sont accompagnées d'actions civilo-militaires envers la population, comme le ramassage des ordures ou la réparation des dommages matériels causés par les fouilles de bâtiments. L'objectif de cette opération baptisée « En Avant Ensemble » (septembre 2006) est de sécuriser progressivement une large portion de la capitale. D'ailleurs, les militaires américains revendiquent une baisse importante des attaques dans les quartiers ainsi quadrillés. Cependant, le nombre persistant des attentats ne permet pas d'affirmer que Bagdad bénéficie d'une amélioration significative du niveau de sécurité. Ainsi, en août 2006, le détachement de sécurité de l'ambassade de France fait le constat d'une extension géographique des actes de violence sur des secteurs initialement préservés comme les quartiers de Shebab et de Madinat al-Ummal à proximité de Sadr City et sur Kassadah.

La sanctuarisation de certains espaces par les Américains visent à garantir le maximum de sécurité sur ces emprises en les préservant des attaques terroristes : c'est le cas de la « zone verte » ou zone dite « internationale » et de la route de l'aéroport. Ces espaces constituent paradoxalement des points de fixation pour les terroristes. Pour autant, la zone verte n'est pas exempte de problèmes de sécurité. En effet, 3000 à 4000 Irakiens habitent à l'intérieur de la zone verte, y circulent, entrent et sortent. De même, ce secteur est marqué par des mouvements permanents de camions, en raison des nombreux travaux d'infrastructure. Il existe bien un seul point d'entrée pour ces véhicules, mais les contrôles s'avèrent difficiles : la dissimulation de quelques détonateurs au milieu de plusieurs tonnes de matériaux est aisée. Par ailleurs, toutes les nations ne bénéficient pas de la libre disposition de ces espaces protégés et sont alors exposés davantage aux différentes menaces. Ainsi, l'octroi des badges qui donnent

accès à la zone verte, se fait automatiquement après accord des Américains. Or un système discriminatoire a été mis en place à l'encontre des pays non membres de la coalition, dont la France. Dans ces conditions, l'accès à la zone verte est sujet à des négociations aléatoires. De même, la voie express vers l'aéroport, seule route véritablement protégée à Bagdad, est interdite d'accès notamment au personnel des ambassades de France et d'Allemagne. Le déplacement doit alors s'effectuer dans des conditions sécuritaires incertaines, le long de files de véhicules irakiens, toujours susceptibles d'être piégés et soumis à l'arbitraire de la société de sécurité britannique « Global » qui tient les points de contrôle ordinaires. A titre d'exemple, le 15 avril 2005, cette société privée a fait attendre 45 minutes dans des conditions sécuritaires déplorable de surexposition les gendarmes français du détachement de sécurité de l'ambassade, qui se rendaient à l'aéroport.

En définitive, au cours de la période 2003-2006, la capitale irakienne a vu la multiplication des acteurs impliqués dans des actions terroristes, selon des modes opératoires variés de plus en plus complexes. Cet embrasement concerne tous les résidents de Bagdad, y compris les diplomates occidentaux. Dans ces conditions, peut-on encore peser sur le destin de l'Irak ?

## **TROISIÈME PARTIE : L'INFLUENCE ET LA RIPOSTE**

### **1. L'INFLUENCE SUR L'ACTIVITÉ DIPLOMATIQUE**

On étudiera principalement dans ce paragraphe les conséquences du terrorisme sur l'activité de la représentation diplomatique française.

#### **1.1 Une situation fragile**

La menace pesant sur les intérêts français peut se décrire à l'aune de différents facteurs :

Sur le plan international, la position française a pu aiguïser certaines tensions, en particulier en Syrie suite aux événements au Liban ou en Iran avec le dossier du nucléaire. Dans ces conditions, frapper la France en Irak est tout à fait réalisable pour des groupes qui entretiennent des relations étroites avec des djihadistes et/ou des terroristes irakiens.

Sur le plan national, la menace peut être précise à l'instar des menaces décelées à l'encontre de l'ambassadeur de France à l'été 2005 (cf. article du journal *Le Figaro* du 30 août 2005) ou contre l'ambassade lors de l'affaire dite « des caricatures » en février 2006, où suite à la publication de dessins humoristiques sur Mahomet dans des journaux européens, les Sunnites et les Chiites ont appelés à des manifestations violentes contre les pays impliqués, dont la France. Les renseignements relatifs à une action visant l'ambassade de France ont été relayés à la fois par des employés irakiens, par la chaîne de télévision al-Jazirah, par le chef de la sécurité de l'ambassadeur turc et la police irakienne. La menace peut aussi être plus diffuse et les diplomates sont alors perçus en tant qu'occidentaux et cibles d'opportunité. Enfin, l'exposition permanente au danger dans une ville en état de guerre constitue également un paramètre dimensionnant.

La question de la fiabilité des forces de police irakiennes à l'égard de la sécurité des représentations diplomatiques occidentales se pose dans ce contexte. Pour le cas de la France, la police irakienne est chargée de la sécurité extérieure de l'emprise diplomatique et contrôle les abords de l'Ambassade ainsi que les véhicules et les piétons qui circulent dans la rue menant à l'édifice. Or le ministère de l'intérieur est chiite et composé de nombreux miliciens de l'armée du Medhi<sup>23</sup>. En conséquence, tout événement impliquant les relations de la France avec les Chiites et, par le jeu des alliances, avec l'Iran, peut être de nature à représenter une menace directe sur les intérêts français à Bagdad. Cette menace pourrait se traduire par une attitude passive des policiers en charge de la sécurité de l'Ambassade, voire par leur participation à des actions contre les diplomates.

## **1.2 Une activité réduite**

Concrètement, ce climat sécuritaire très dégradé influe directement sur l'activité du poste diplomatique qui devient limitée. Ainsi, l'ambassade de France ne conduit pas plus de quatre à six rendez-vous hebdomadaires. Et ceux-ci peuvent s'avérer chaotiques, à l'exemple d'une visite de l'ambassadeur au dignitaire chiite Jawad al-Khalissi en février 2006, où la survenue d'une fusillade à proximité de l'université coranique du cheikh, nichée au cœur du vieux quartier Kadhimiya, a contraint le diplomate à différer son départ. Afin de préserver certaines apparences, le but des diplomates est d'évoluer

---

<sup>23</sup> Mouvement islamiste chiite irakien représentant les catégories les plus pauvres de la population. Il est dirigé par Moqtada al-Sadr. En 2006, le mouvement semble divisé en quatre factions : une fidèle à Moqtada al-Sadr, une servant les intérêts de l'Iran, une sous l'influence de la Syrie et la dernière purement criminelle.

comme si la situation à Bagdad était normale mais sans ne jamais oublier le danger omniprésent. De fait, l'ambassadeur de France sollicite des entretiens, s'y rend, sonde les uns et teste les autres, en respectant la parité entre communautés pour éviter toute interprétation : une visite au cheikh Houmam Hamoudi, voix influente de la nébuleuse chiïte, sera rapidement suivie d'une visite au Sunnite Tarek al-Hashemi, chef de file du Parti islamique. A son retour à l'ambassade, le diplomate rédige des télégrammes expédiés rapidement au Quai d'Orsay afin de rendre compte de la situation. En 2005, le poste de Bagdad en a envoyé 1345.

L'ambassade, dont les services fonctionnent au ralenti depuis 2003, veille également sur les ressortissants français établis en Irak en tenant une liste, mise à jour de façon hebdomadaire. En 2005, le contingent français s'élevait à une centaine de personnes, dont la moitié travaillait au service de la représentation diplomatique. Corrélativement et relayant en ce sens les directives de Paris et du gouvernement français, l'ambassade est chargée de dissuader les hommes d'affaires et les journalistes de s'aventurer librement en Irak, en particulier à cause de la menace terroriste. La visite d'un média doit rester encadrée et préparée minutieusement. Le journaliste de l'Express Vincent Hugeux a été autorisé à suivre l'activité du poste diplomatique français en début d'année 2006, mais avec des consignes de communication très strictes vis-à-vis du dispositif de protection déployée par les militaires de la gendarmerie en charge de la sécurité de l'ambassade.

Quelques actions culturelles ou éducatives tentent d'être maintenues : le centre culturel français offre des sessions de mise à niveau aux professeurs de français des collèges et lycées de la capitale ; l'ambassade orchestre depuis mars 2005 des expositions temporaires de peintres et de sculpteurs, installées dans des galeries bagdadiées. Enfin, sur le plan humanitaire, l'ambassade participe au secours des orphelins enfants des rues, des femmes battues ou des malades.

En résumé, la dégradation permanente de la situation sécuritaire muselle l'activité diplomatique des ambassades. L'ambassadeur de France a d'ailleurs renoncé, jusqu'à nouvel ordre, à se rendre dans certains quartiers. La coopération culturelle avec l'université de Bagdad a par exemple été suspendue et les déplacements se réduisent désormais aux trajets vers la zone verte et certains ministères. En l'absence de crise de type prises d'otages français, où les négociations impliquent nécessairement des déplacements dans certains quartiers afin d'y rencontrer des autorités religieuses irakiennes influentes, l'ambassadeur de France et ses collaborateurs ne sortent plus des

zones relativement sécurisées. Cette sédentarisation forcée pose évidemment la question de l'influence réelle de la France en Irak.

## **2. LE CHOIX DES NATIONS ET L'EXCEPTION FRANÇAISE ?**

Face à la menace, la plupart des Etats occidentaux ont durci les dispositifs de protection passive de leurs emprises, développant un phénomène de « bunkerisation ». Ce phénomène se caractérise par un resserrement des sites vers la solution d'une emprise unique, plus aisément défendable, et par le renforcement des infrastructures (murs d'enceintes, moyens de surveillance et de détection, ouvrages de protection). L'exemple français constitue une bonne illustration de cette évolution. A partir du deuxième semestre 2005, l'ensemble du personnel diplomatique est regroupé sur un site unique.

S'agissant des convois et des déplacements, deux écoles semblent s'affronter et se compléter. L'affichage politique et la sécurité des personnels diplomatiques sont au cœur des choix opérés par les nations. D'un côté, les américains privilégient les convois lourds, à bord de gros véhicules 4X4 parfaitement identifiables et puissamment escortés. D'un autre côté, la France adopte un dispositif plus furtif et discret en ayant recours à des véhicules banalisés et ordinaires, en apparence, dans le trafic irakien. Ce dispositif se montre efficace en dehors de la zone verte. En revanche, dès que les personnels sont débarqués, l'équipement et l'armement des services de sécurité sont globalement identiques, c'est-à-dire complets et lourds.

### **2.1 L'option militaire : le choix des Américains**

Le constat initial est le suivant : les troupes qui ont participé à l'opération « Iraqi Freedom » ne sont pas formées pour mener des missions de pacification et de maintien de l'ordre. De plus, les effectifs de ces troupes sont trop restreints par rapport à la surface du pays à contrôler. Ainsi, en juillet 2003, ce sont uniquement 21 000 soldats américains qui sont présents à Bagdad sur un total de 160 000 hommes. Et ce format, à mi chemin entre le format réduit des forces spéciales engagées en Afghanistan et celui, plus imposant, des troupes présentes sur le sol irakien lors de la première guerre du Golfe, ne donne pas satisfaction. Le plan de relève et d'allègement des troupes américaines est donc de facto réaménagé pour répondre aux attaques et actions terroristes, dans l'attente des contributions de pays alliés et de la formation des nouvelles forces de sécurité irakiennes.

Toutes ces difficultés, combinées à un manque de renseignements et à une mauvaise connaissance des facteurs socioculturels de l'Irak, poussent les troupes américaines à recourir à des méthodes brutales, à monter des opérations « coup de poing » et des raids. A Bagdad, les campagnes d'arrestations aveugles, les opérations de fouilles et de désarmement se multiplient (cf. annexe 5). Ces méthodes produisent un effet catastrophique, principalement chez les populations irakiennes qui ne supportent plus ce type d'humiliation. On peut parler d'un échec de la méthode coercitive américaine. Et pour reprendre les termes du général de Bollardière : « aucune armée ne peut gagner contre un peuple »<sup>24</sup>.

Guillaume Bigot, enseignant en géopolitique au pôle universitaire Léonard de Vinci et ancien journaliste à l'Événement définit la méthode américaine comme « une stratégie ne tenant pas suffisamment compte du syndrome de la « chute du faucon noir », du nom du film de Ridley Scott relatant la déroute américaine de 1993 en Somalie, autrement dit, de la vulnérabilité des armées occidentales et de leur incapacité à renverser un régime sans apparaître comme envahisseurs ». Il dénonce le narcissisme des Etats-Unis : « le zombie, sûr de lui-même, se mentant à lui-même et ne fascinant plus que lui-même, par son avancée technologique et son idolâtrie, décadente aux yeux du plus grand nombre »<sup>25</sup>.

## 2.2 Le recours à des sociétés privées

Face à l'explosion de la violence, notamment terroriste, et devant la relative impuissance des forces de la coalition et des forces de sécurité irakiennes, les autorités politiques, les firmes étrangères, voire les militaires, ont recours aux services de compagnies de sécurité privées (private military firm), formées d'agents irakiens et étrangers. Les missions de ces sociétés privées, dont l'activité s'est considérablement développée, sont variées : protection rapprochée d'autorité, sécurité de sites sensibles (secteur pétrolier), formation des nouvelles forces de sécurité irakiennes, voir même interrogatoire de prisonniers ! Le nombre des agents de sécurité en Irak est évalué entre 15 000 et 20 000 hommes en 2005, soit le deuxième contingent en volume, devant le contingent britannique. Cela représente environ 400 sociétés privées actives en Irak. On retrouve d'anciens mercenaires parmi ces agents, habitués des théâtres africains, sud-

---

<sup>24</sup> PARIS de BOLLARDIERE Jacques, *Bataille d'Alger, bataille de l'homme*, Paris ; éditions Desclée de Brouwer, 1972.

<sup>25</sup> BIGOT Guillaume, *le Zombie et le fanatique*, Paris ; Flammarion, 2002.

américains ou balkaniques. Les Américains envisagent de leur confier un rôle encore plus important au cours des prochaines années, en particulier dans le domaine de la sécurité : la guerre « se privatise ».

### **2.3 Le repli sur soi**

Il s'agit d'une tactique visant à se protéger et à minimiser le phénomène d'exposition. Ainsi, le commandement américain regroupe ses forces dans des bases en périphérie des centres urbains, dont Bagdad, et cherche à s'appuyer davantage sur les nouvelles troupes irakiennes. Mais ce syndrome « Fort Alamo » rend difficile les contacts pourtant nécessaires avec la population et donne une image négative. Le choix de conserver, quelle que soit la situation, une même tenue (casque lourd et gilet pare balle) et une même attitude de protection et de méfiance, voire parfois de mépris et d'arrogance, sape toute relation entre la force militaire et le milieu dans lequel elle évolue. Les Américains semblent incapables de gérer un engagement de faible intensité ou de s'y adapter. L'usage inadapté de la force alimente alors la spirale de la violence.

Ces pratiques militaires sont également reprises par certaines représentations diplomatiques occidentales, qui se retranchent dans leurs emprises et dont les agents se déplacent dans des convois blindés lourdement armés ... et parfaitement identifiables.

### **2.4 Le choix français : la discrétion plutôt que la « bunkerisation »**

L'ambassade de France est située en zone dite « rouge », par opposition à la zone « verte » qui regroupe les ambassades de la coalition et est contrôlée par les forces américaines. En 2003, la représentation diplomatique française est répartie sur quatre sites différents. Certains d'entre eux sont distants de plusieurs kilomètres (carte). L'un d'eux, appelé le complexe des quatre villas et surnommé « little green zone » par les irakiens, se situe au sein d'une emprise contrôlée totalement par Kellog Brown and Root (KBR), filiale de la société américaine Halliburton. Cette entreprise a recours, pour assurer sa sécurité, à des « consultants » privés, originaires des Etats-Unis, de Grande-Bretagne ou encore d'Afrique du Sud. La localisation du complexe français, au sein du compound de KBR génère un risque majeur pour les convois sortant de ce lieu ou convergeant vers celui-ci. La dégradation de la situation, relayée par les militaires de la gendarmerie nationale en charge de la protection rapprochée de l'ambassadeur et fondée sur des observations précises d'actions de repérage par des individus suspects, conduit les autorités françaises à repenser le dispositif. Désormais, le site de

l'ambassade constitue l'unique lieu de travail et de vie des diplomates et agents français. En effet, en 2005, sous la pression gouvernementale, l'ambassadeur a abandonné les emprises dispersées qui généraient des déplacements supplémentaires et donc un accroissement des risques de prise à partie et d'embuscades. En ce sens, la France n'a pas échappé au phénomène de resserrement de son dispositif. La faille de ce dispositif est bien sûr l'isolement de l'ambassade de France au sein d'un quartier civil où le détachement de sécurité se prépare quotidiennement à faire face à des attaques proportionnées.

La protection du personnel diplomatique et la sécurité du site diplomatique sont assurées par des militaires de la gendarmerie, en particulier quatorze personnels de l'escadron parachutiste et d'intervention de la gendarmerie nationale (EPIGN) pour la partie très périlleuse des déplacements. Le mode d'action privilégié est la furtivité grâce à un parc automobile combinant réactivité, fiabilité et « basse visibilité ». Seul pays à mettre en œuvre ce mode d'action pour réaliser des missions particulièrement sensibles, la France utilise donc des véhicules blindés « ordinaires » dans le flot de circulation irakien. Cette posture dite « basse » de l'ambassade ou « low profile », c'est-à-dire sans affichage, ni physique, ni sécuritaire, ni médiatique, permet vraisemblablement de ne pas exposer les diplomates, les agents, les gendarmes ou les sites à caractère français.

Contraint de s'adapter en permanence, les Occidentaux parviennent-ils à tirer profit d'enseignements sécuritaires ?

### **3. BAGDAD : UN LABORATOIRE DE LA LUTTE ANTITERRORISTE ?**

Les services de sécurité occidentaux, civils ou militaires, tentent de tirer les enseignements de chaque attaque et action terroriste pour adapter leur dispositif. En ce sens, Bagdad est un vaste terrain de manœuvre. Par exemple, à la suite des embuscades montées par les terroristes sur les convois avec l'utilisation d'armes de guerre de type AK-47 et RPG-7, où certaines équipes de protection occidentales ont été décimées faute de pouvoir apporter une riposte efficace, les gendarmes français, en charge de la protection de l'ambassadeur, ont totalement renouvelé leur armement de dotation, en abandonnant le calibre 9 mm propre aux armes dites de police pour adopter des calibres plus adaptés avec des performances balistiques supérieures (5,56 mm, 4,6 mm). De même, les attaques conduites contre les emprises occidentales ont mis en exergue des vulnérabilités : le 15 novembre 2004, l'ambassade de Pologne est assiégée et les gardes

contiennent l'assaut après un échange de coups de feu de 45 minutes ; une semaine plus tard, c'est au tour de l'ambassade des Pays-Bas d'être prise à partie pendant 40 minutes par un groupe armé à partir de trois points différents. Désormais, ces vulnérabilités sont prises en compte dans les systèmes de sécurité passive avec la mise en place de caméras de surveillance jour/nuit, de projecteurs de lumière et IR, avec la détermination et la sécurisation d'une « safety room »<sup>26</sup> autonome. Pour autant, la réactivité semble encore plus grande chez les terroristes qui trouvent une parade à chaque nouvelle posture. Par exemple, les Américains, puis les autres nations occidentales, ont installé des matériels de type « blockphone » sur leurs véhicules. Ces appareils ont la faculté de brouiller les fréquences GSM des radios utilisées comme télécommandes par les terroristes pour déclencher des engins piégés, en créant une bulle de saturation autour des convois. Pour contourner cette contrainte, les terroristes déportent désormais les télécommandes à 600 mètres des axes, c'est-à-dire hors de portée des dispositifs blockphone et relient ces télécommandes aux charges explosives par du cordeau détonnant. Au passage d'un convoi, le terroriste n'a plus qu'à activer la télécommande. Une autre solution est le recours à des matériels très peu sophistiqués et donc insensibles aux technologies de pointe. Les simples détecteurs de mouvement PIR à infrarouges passifs s'avèrent ainsi particulièrement efficaces pour initier un engin explosif.

Finalement, les diplomates occidentaux et leurs services de sécurité agissent par réaction. A l'inverse, peuvent-ils faire preuve de « proactivité » s'agissant des prévisions d'évolution de l'Irak ?

## **4. PERSPECTIVES ET ENJEUX**

### **4.1 Vers une guerre civile**

Pour reprendre les propos de l'officier de gendarmerie, chef du détachement de sécurité de l'ambassade de France à Bagdad en mars 2006 : « La guerre civile n'est plus seulement un risque mais ponctuellement une réalité. ». Les responsables politiques intègrent de plus en plus les milices aux structures du gouvernement, y compris au sein du ministère de l'intérieur. D'ailleurs, les Irakiens ne donnent plus d'informations à ce ministère de peur d'être éliminés par une milice rivale. Ce ministère a été accusé d'avoir organisé des escadrons de la mort pour éliminer des Sunnites. L'ambassadeur

---

<sup>26</sup> Il s'agit d'une pièce sécurisée à l'intérieur d'un bâtiment.

britannique, monsieur Patey, a demandé qu'une enquête soit ouverte sur ce sujet. Le ministre de l'intérieur, membre du Conseil supérieur pour la révolution islamique en Irak (SCIRI) a nié de tels agissements. Un centre « d'interrogatoire » plus que douteux, dépendant de ce ministère, a cependant été découvert début novembre 2005 à Bagdad.

L'existence de ces milices contribue globalement à la sécurité, mais crée aussi des petits États échappant à tout contrôle du gouvernement, qui ne semble pas vouloir mettre fin à cette situation. La brigade Badr soutient le SCIRI. Le chef politique Ahmed Chalabi, jadis appuyé par les États-Unis, contrôle 5000 miliciens que les Américains avaient entraînés avant 2003. Des anciens soldats sunnites se rassemblent pour préparer la guerre civile qu'ils estiment inévitable et d'autres Sunnites se sont déjà organisés pour lutter contre les milices chiites. Tous ces groupes se procurent facilement des armes sur le marché noir.

#### **4.2 La communautarisation**

Alors que la démocratie devrait actuellement prévaloir en Irak, les différentes opérations électorales, notamment en janvier 2005, loin d'apporter la stabilité, semblent au contraire avoir renforcé la communautarisation du pays, la montée des partis religieux chiites, voire le risque de guerre civile et l'explosion du terrorisme. Les partis religieux chiites seraient soumis à un contrôle de l'Iran, comme par exemple la Marjaiya, dont la plupart des dignitaires seraient d'origine ou d'obédience iranienne. Dans la mesure où les membres ou les sympathisants des partis religieux accèderaient au ministère de l'intérieur, voire à celui de la défense, le risque de purge envers les ex-membres du parti Baas semble cohérent.

La communautarisation des institutions du pays représente aussi un frein au développement serein de l'Irak. Début octobre 2005, sur les 96 500 hommes qui composent l'armée de terre, seuls 15 à 20 000 sont sunnites.

#### **4.3 Un terrorisme durablement installé**

Pourtant, officiellement, le gouvernement irakien s'engage dans la lutte contre le terrorisme. Le 27 septembre 2005, l'Irak a rejoint le groupe de lutte financière anti-terroriste (MENA-FATF : Members states of the Middle East and North Africa – Financial Action Task Force) après accord des États membres dont le Koweït, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn. Ce groupe régional a pour vocation de lutter avec des moyens standard contre l'entrave que représente le blanchiment d'argent

lié à des actes criminels de toute sorte, mais également le financement des groupuscules terroristes.

L'avenir à court terme de l'Irak se conçoit difficilement sans la menace d'un terrorisme multipolaire. Par exemple, l'objectif d'al-Qaïda reste la défaite des forces de la coalition et de la démocratie naissante. Le plan à court terme des activistes est simple : tuer le maximum d'Américains et d'Irakiens pour détruire le soutien de l'opinion publique. A plus long terme, il s'agit de rejeter les forces américaines, établir une autorité islamique en Irak, propager le combat dans les autres pays du Moyen-Orient et finalement attaquer Israël.

Comme le montrent les tentatives de reprise en main de la capitale, les violences interreligieuses constituent la préoccupation majeure des autorités de la coalition. Les risques de guerre civile en Irak ont été ouvertement évoqués par certains responsables militaires américains, dont le général John Abizaid, chef du Centcom. De son côté, le grand ayatollah Ali Sistani a appelé à l'arrêt des violences communautaires, mettant en garde contre un maintien prolongé des forces américaines dans le pays. Les Américains s'attendent à un « assaut général » sur Bagdad des insurgés. C'est le terme employé par le général William Caldwell, porte-parole de l'armée américaine à Bagdad.

Au final, une amélioration significative de la situation sécuritaire est improbable à court terme (cf. annexe 6). L'engagement de davantage de militaires américains pour la sécurisation de Bagdad devrait par ailleurs impliquer une augmentation des pertes dans cette zone d'opérations. Une aggravation de la situation et des affrontements de grande ampleur ne peuvent être exclus si aucune solution politique n'est trouvée. Les diplomates occidentaux, dans cet environnement toujours plus hostile, ne sont pas prêts de retrouver une activité normale. L'entreprise déclenchée le 20 mars 2003 met à nu le jeu violent de ces recompositions politiques et sociales. « Une aventure qui a offert au terrorisme un nouveau champ d'expansion. »<sup>27</sup>

---

<sup>27</sup> Jacques CHIRAC, vœux du corps diplomatique, 5 janvier 2007.

## CONCLUSION

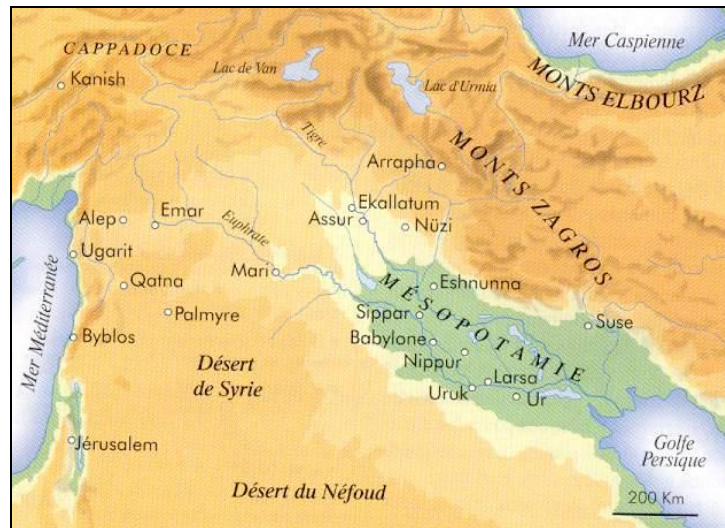
En conclusion, l'Irak n'a cessé, au cours de la période 2003-2006, de s'enfoncer dans le chaos et la violence. Cette tendance générale s'illustre quotidiennement par des actions terroristes, en particulier dans la capitale Bagdad. L'intervention américaine déclenchée le 20 mars 2003 avait pour but, officiellement, de combattre le terrorisme en destituant Saddam Hussein. Au final, après trois années de présence sur le sol irakien vécues par la population comme une occupation et un appel à la résistance armée, les Etats-Unis sont face à un bilan catastrophique : l'Irak semble être devenu un pays durablement déstabilisé ; la réaction d'orgueil des différentes composantes du peuple irakien contre l'envahisseur occidental laisse la place à une poudrière communautaire où Chiites et Sunnites s'affrontent au travers d'attentats toujours plus sanglants. Dans cette ambiance sécuritaire très dégradée, les représentations diplomatiques occidentales ne parviennent plus à réellement peser sur le jeu des différents acteurs. Au contraire, elles subissent le terrorisme, non seulement car certaines d'entre elles sont placées directement au centre du chaos en raison de l'implication des Etats dans le conflit (Etats-Unis, Grande-Bretagne), mais aussi parce que l'enjeu pour le pouvoir en Irak dépasse désormais largement le point de vue conciliant, et de facto faible, des puissances non alignées sur la position américaine comme la France. Relégués au rang de spectateurs impuissants, et presque passifs, les diplomates sont bientôt davantage préoccupés par leur sécurité, voire leur survie, et disposent d'une marge d'initiative extrêmement réduite. En Irak, le terrorisme a muselé durablement les velléités d'imposition de la paix selon les schémas occidentaux.

L'avenir à moyen terme du pays s'affranchit difficilement d'un risque de guerre civile ou au minimum de la persistance d'affrontements communautaires par le recours à des pratiques terroristes. Certains auteurs proposent toutefois une vision optimiste, peut être idéaliste, et imaginent que les factions irakiennes trouveront une forme d'organisation et un projet de société qui permettront de construire une nouvelle société où les besoins sociaux et les aspirations du peuple irakien seront réalisés. Plus vraisemblablement, et conformément aux prédictions des seize agences de renseignements américaines membres du National Intelligence Council (NIC), une nouvelle aggravation de la situation irakienne est à craindre à court terme. Les forces américaines sont désormais engluées, aux côtés des forces de sécurité irakiennes qui ne survivraient pas à un retrait des Etats-Unis, dans un conflit complexe, incluant un

durcissement identitaire dans chaque communauté. L'éradication du terrorisme semble passer par un préalable encore hypothétique en début d'année 2007: l'acceptation par les Sunnites du fédéralisme et de la structure politique actuelle ainsi que la réalisation de concessions significatives par les Chiites envers les premiers, le tout sous l'impulsion et le contrôle d'un gouvernement irakien fort.

## ANNEXE 1

## LA MÉSOPOTAMIE ET LE DÉMEMBREMENT DE L'EMPIRE OTTOMAN EN 1920



Source : orient – ancien – mesopotamie.org, 2004



Source : Atlas.historique.net, 2003

## ANNEXE 2

## PEUPLES ET RELIGIONS D'IRAK



Source : association Thucydide – conception, 2006

ANNEXE 3

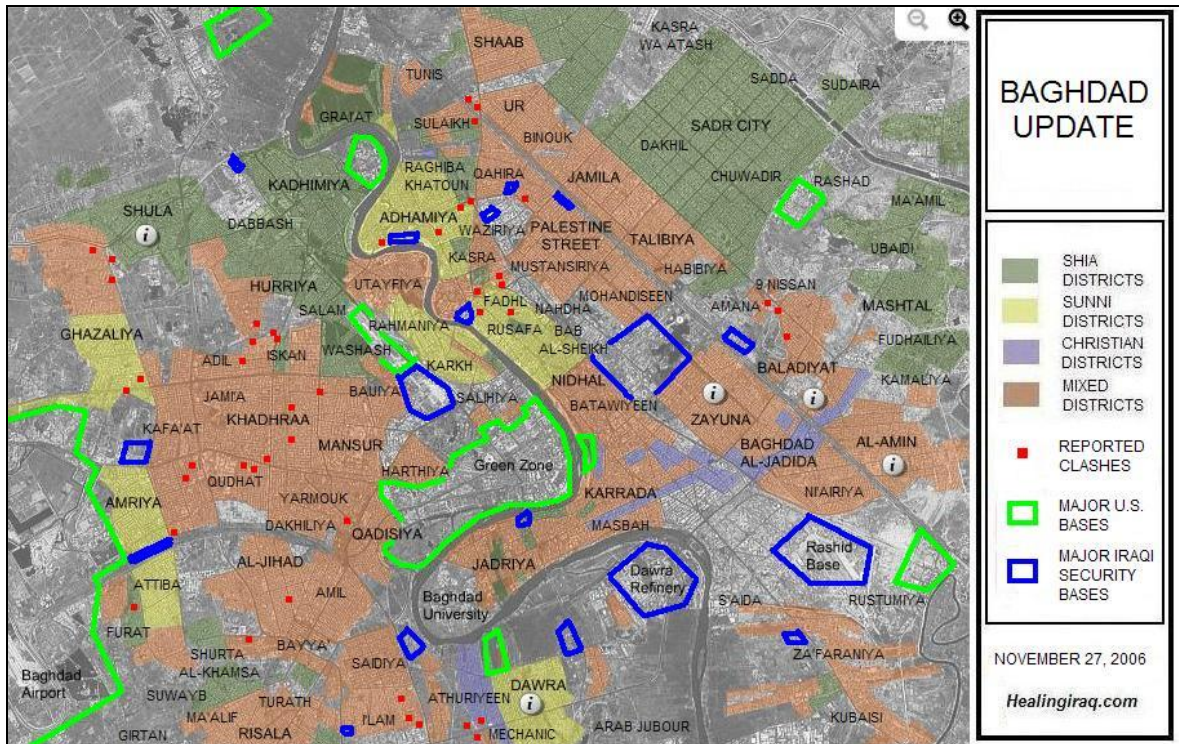
PROVINCES ET PRINCIPALES VILLES



Source : ONU – section de la cartographie, 2004

ANNEXE 4

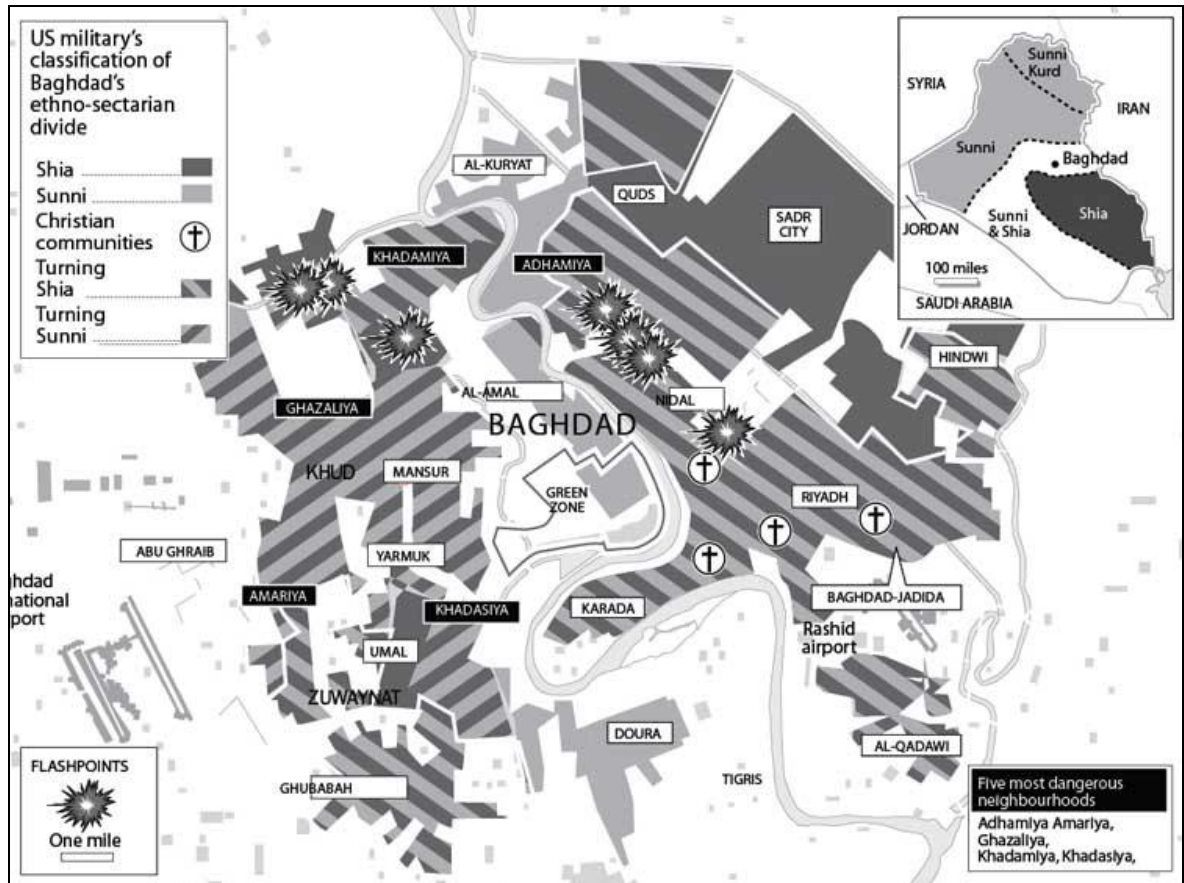
REPARTITION ETHNIQUE DANS BAGDAD



Source : The university of Texas at Austin, 2006

ANNEXE 5

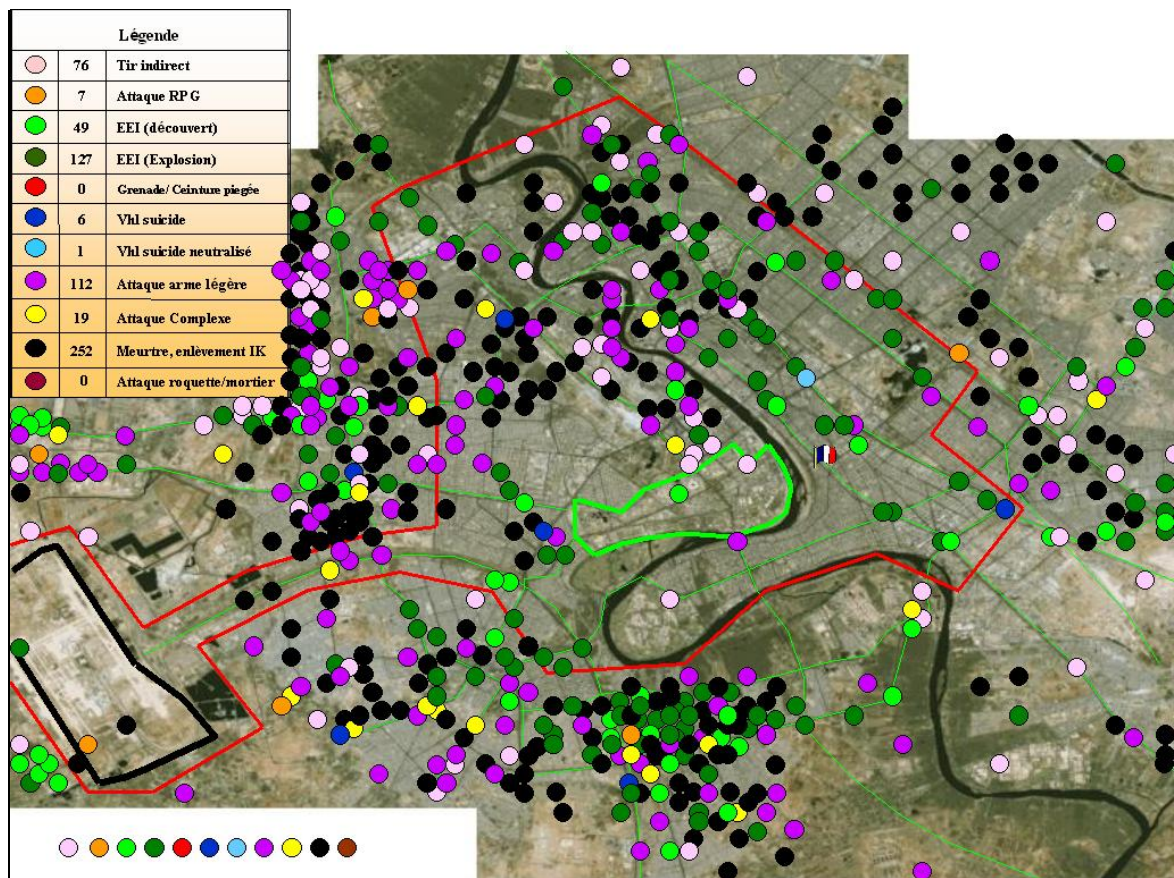
VISION AMÉRICAINE DES QUARTIERS A BAGDAD



Source : The university of Texas at Austin, 2006

## ANNEXE 6

**CARTOGRAPHIE DES ATTAQUES DANS BAGDAD AU COURS DE LA  
PÉRIODE DU 16 AU 30 NOVEMBRE 2006**



Source : EPIGN, 2006

## BIBLIOGRAPHIE

### ENTRETIENS

- Chef d'escadron Dominique HENRY, officier adjoint de l'EPIGN, 13 octobre 2006, Versailles-Satory.
- Capitaine Arnaud CHEVREUL, chef du détachement de gendarmerie et conseiller de sécurité de l'ambassadeur de France en Irak (décembre 2005 – mars 2006), 15 février 2007, Versailles-Satory.

### OUVRAGES EN FRANÇAIS

- BALENCIE Jean-Marc et de la GRANGE Arnaud (dir.), *Les nouveaux mondes rebelles : Conflits, terrorisme et contestations*, Paris ; éditions Michalon, 2005.
- BIGOT Guillaume, *Le Zombie et le fanatique*, Paris ; Flammarion, 2002.
- BLIN Arnaud, *Le terrorisme*, Paris ; Le Cavalier Bleu Editions, 2005.
- CHALIAND Gérard et BLIN Arnaud (dir.), *Histoire du terrorisme : De l'Antiquité à Al Qaida*, Paris ; Bayard, 2006.
- CHESNOT Christian et MALBRUNOT Georges, *Mémoires d'otages*, Paris ; J'ai lu, 2005.
- ENZENSBERGER Hans Magnus, *Le perdant radical : Essai sur les hommes de la terreur*, Paris ; Gallimard, 2006.
- FRACHON Alain (dir.), *Irak : Les années Saddam (1979-2005)*, Paris ; Libro, 2006.
- GERE François, *Pourquoi le terrorisme ?*, Paris ; Larousse, 2006.
- GUNARATNA Rohan, *Al-Qaïda : Au cœur du premier réseau terroriste mondial*, Paris ; Editions Autrement (Frontières), 2002.
- HASSAN Mohammed et PESTIEAU David, *L'Irak face à l'occupation*, Berchem ; Editions EPO, 2004.
- KHALIDI Rashid, *L'empire aveuglé : les Etats-Unis et le Moyen-Orient*, Arles ; Actes Sud, 2004.
- LUIZARD Pierre-Jean, *La question irakienne*, La Flèche ; Fayard, 2004.

### **OUVRAGE EN ANGLAIS**

- JENKINS Brian, *Unconquerable Nation: Knowing our enemy, strengthening ourselves*, Santa Monica ; Rand Corporation, 2006.

### **ARTICLE DE REVUE EN FRANÇAIS**

- LEBAS Colomban, « Gagner la paix », *Veille et recherche du CEREMS*, juillet 2004, Centre d'études et de recherche de l'enseignement militaire supérieur.

### **SITES INTERNET**

- <http://www.terorisme.net/>
- [www.thucydide.com](http://www.thucydide.com) (association Thucydide)
- <http://www.brook.edu/> (The Brookings Institution, think tank américain)

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION</b>	1
<b><u>I. HISTORIQUE DU TERRORISME EN IRAK</u></b>	3
<b><u>11. Existe-t'il une tradition terroriste en Irak ? (1916-2003)</u></b>	3
111. Une tradition de résistance à l'occupant	3
112. Le terrorisme de manipulation et le terrorisme d'Etat	4
<b><u>12. La guerre de 2003 et le prétexte terroriste</u></b>	6
121. A la recherche d'un argumentaire	6
122. Fin de la guerre et irruption de la violence terroriste : un mauvais ciblage	7
<b><u>13. Le retour des représentations diplomatiques et la position française</u></b>	8
131. La reprise du dialogue	8
132. Une menace encore contenue	9
<b><u>14. L'évolution du terrorisme à Bagdad depuis 2003</u></b>	10
141. La multiplication des acteurs	10
142. Une montée en puissance vers la radicalisation	10
<b><u>II. LA DESCRIPTION DE LA MENACE</u></b>	12
<b><u>21. Les acteurs du terrorisme à Bagdad</u></b>	12
211. Les terroristes	12
212. Les cibles	17
213. Le rôle particulier des médias	18
<b><u>22. Typologie des modes opératoires</u></b>	19
221. L'embuscade et l'attaque ciblée	20

222. L'attentat suicide	22
223. L'enlèvement	24
<b><u>23. Géographie de la violence</u></b>	25
231. Une ville divisée et sectorisée	26
232. L'instauration de zones sanctuarisées	28
<b><u>III. L'INFLUENCE ET LA RIPOSTE</u></b>	29
<b><u>31. L'influence sur l'activité diplomatique</u></b>	29
331. Une situation fragile	29
332. Une activité réduite	30
<b><u>32. Le choix des nations et l'exception française ?</u></b>	32
321. L'option militaire : le choix des américains	32
322. Le recours à des sociétés privées	33
323. Le repli sur soi	34
324. Le choix français : la discrétion plutôt que la « bunkerisation »	34
<b><u>33. Bagdad : un laboratoire de la lutte antiterroriste ?</u></b>	35
<b><u>34. Perspectives et enjeux</u></b>	36
341. Vers une guerre civile	36
342. La communautarisation	37
343. Un terrorisme durablement installé	37
<b>CONCLUSION</b>	39
<b>ANNEXES</b>	
Annexe 1 : La Mésopotamie et le démembrement de l'Empire ottoman en 1920	41
Annexe 2 : Peuples et religions d'Irak	42

Annexe 3 : Provinces et principales villes	43
Annexe 4 : Répartition ethnique dans Bagdad	44
Annexe 5 : Vision américaine des quartiers à Bagdad	45
Annexe 6 : Cartographie des attaques dans Bagdad (du 16 au 30 novembre 2006)	46